

noncés, se trouve inséré en entier dans le procès-verbal de la distribution des prix, qui a été dressé; et ce procès-verbal est, en ce moment, livré à l'impression.

M. l'inspecteur-général a déclaré lui-même que la cérémonie, qu'il présidait, était sans doute la dernière solennité du collège communal de Bastia, et que, dans quelques jours, il espérait pouvoir proclamer l'ouverture du collège royal. Il a fait ressortir que cet établissement, que la ville de Bastia a érigé au prix de tant de sacrifices, pour lequel le conseil général a voté un subside, que le gouvernement a voulu créer et soutiendra de son appui, n'est pas, ne peut pas être l'œuvre d'une étroite et mesquine rivalité, mais est et ne peut être qu'une institution noble et nationale. Il s'est complu à parler de ce beau collège sous les voûtes duquel l'élite de notre jeunesse viendra chercher, à l'envi, l'éducation dans ce qu'elle offre de plus élevé. Il a retracé l'avantage immense, pour l'avenir moral du pays, de ce concours d'élèves, puisant dans une source commune et toute nationale, les bienfaits de l'instruction, y formant ces saintes amitiés de collège qui conservent une si grande influence dans le monde, et qui, en Corse surtout, devront avoir l'heureux bénéfice de faire disparaître, dans les diverses localités, entre les différentes familles, les derniers germes des dissensions et des haines.

Il a dit que les Romains prenaient à la Corse ses métaux et ses bois, que les Sarrazins lui ravissaient ses enfants et Gènes ses trésors, tandis que la France lui livre, au contraire, tout ce qu'elle possède elle-même de civilisation, de savoir et d'idées. Mais il a dit aussi, que c'était justice que l'Université l'ait dotée d'un collège royal et qu'il y avait presque convenance d'avoir envoyé, pour en ouvrir les portes, un des plus anciens élèves du lycée Napoléon. Et déjà il avait fait entendre ces paroles : « Cette Université, dont je suis l'organe, cette magnifique création qui presque seule a traversé les révolutions sans en être ébranlée, c'est un de vous qui nous l'a faite... » dans cette désignation, rehaussant, par une hyperbole de pensée que couvre l'esquisse simploite, la grâce, la délicatesse infinie de l'expression, rehaussant tous les Corses au niveau de gloire que leur elle a produit. Mais n'a-t-il pas été enorgue pour peindre l'éclair d'intelligence qui se reflète chez nos plus jeunes enfants : « On voit dans leurs yeux : je veux être quelque chose ! je le veux, je le puis !... »

Le vent, que le buste en marbre de S. A. R. le duc d'Orléans dut être placé au dessus de la porte d'entrée du collège, avait été exprimé dans l'allocution de M. le recteur, indiquant en cela un tribut de bien juste reconnaissance envers la mémoire du prince qui a contribué si puissamment à l'ordonnance de création du collège royal pour la ville de Bastia. M. Ozaneux a répété la même idée. Mais il a spécialement rappelé que l'auguste et malheureux prince avait lui-même reçu la haute éducation, dont l'éclat brillait en lui, dans un collège royal, (le collège Louis le Grand dont M. Ozaneux a été proviseur). Il en a parlé dans les termes les plus touchants, comme un homme, selon qu'il l'a dit, qui l'a connu dès son enfance et qui a pu suivre en lui les développements de son beau caractère. Toutes les paroles qu'a prononcées, à ce sujet M. Ozaneux, ont produit sur l'assemblée une sensation profonde; et tous les cœurs ont été singulièrement saisis, lors qu'il s'est écrié avec l'accent d'une vive émotion : « Pourquoi n'est-il pas ici, pourquoi n'y viendrait-il plus celui dont la noble intelligence comprit si bien toute l'étendue et donna l'impulsion première de l'œuvre qui s'achève aujourd'hui ?... » M. Ozaneux a fini par ce précepte, formulé au nom du prince qui fut ainsi formé à la source de

l'éducation commune, et qui devait, hélas ! nous être ravi si tôt : « Enfants, vivez en frères au collège, et, plus tard, vous vivrez en frères comme Corses, ou frères comme Français... »

Tous les discours, qui ont été prononcés, ont été vivement applaudis, surtout celui de M. Ozaneux qui a été accueilli par une triple salve dont les voûtes de la chapelle ont long-temps retenti.

On a procédé, ensuite, à la distribution des prix, et les élèves lauréats, au milieu des acclamations et des fanfares, ont reçu, tour-à-tour, des mains de M. l'inspecteur-général, de M. le Recteur et des autres personnes siégeant sur l'estrade, les livres, récompense de leurs efforts, et ces couronnes tressées pour leurs jeunes fronts, attribut de triomphe et de bonheur, qui font délicieusement travailler, à la fois, les enfants, les parents et les maîtres.

A l'issue de la cérémonie, le conseil municipal a offert à M. l'inspecteur-général, à M. le Recteur, à M. l'administrateur du collège, ainsi qu'à M. le Sous-Préfet, un banquet où ont été invités quatre jeunes lauréats, ceux qui ont obtenu le prix d'excellence dans chacune des quatre premières classes. Cette invitation, distinction honorable pour les jeunes convives, a dû flatter en même temps tous les élèves dont ils étaient les heureux représentants. Nous applaudissons à cette attention du Conseil municipal, et nous souhaitons qu'elle se reproduise chaque année, comme une preuve que les administrateurs de la cité s'intéressent aux efforts et aux succès de l'application, et comme constituant, en cela, un moyen de plus d'encouragement et d'émulation.

Nous avons appris que M. l'inspecteur-général, dans divers entretiens, a manifesté toute sa satisfaction sur le beau local disposé pour le Collège royal que, dans son discours, il a qualifié de *notre beau collège*. Il a reconnu que tout était en mesure d'être complètement prêt dans le plus bref délai; et il a confirmé, de manière à ne pas laisser de doute, que l'ouverture aura lieu à l'époque fixée. M. Ozaneux également, sur le vœu qui lui a été unanimement exprimé pour que M. Baric, l'administrateur éclairé et si rempli de zèle de notre Collège communal, fût nommé proviseur du Collège royal dont il a concouru à préparer l'établissement avec tant d'activité et d'intelligence. M. Ozaneux, disons-nous, a fait clairement comprendre, et nous pouvons presque ajouter, a donné la certitude que, c'est en effet à M. Baric que la direction du Collège royal, comme proviseur, sera confiée par M. le Ministre de l'instruction publique.

M. l'inspecteur-général est parti dimanche au soir pour Ajaccio d'où il reviendra la semaine prochaine. A son retour il trouvera tout à peu près achevé; et, s'il a pu recevoir réponse au rapport qu'il a déjà adressé à M. le Ministre, nous espérons qu'avant son départ de Bastia, il proclamera officiellement l'ouverture du Collège royal. Il pourra, ainsi, emporter sans réserve toutes les marques de notre reconnaissance, pour s'être activement associé à ce qu'il appelle avec tant de raison, pour la Corse, une œuvre nationale.

On nous écrit de Corte :

La distribution solennelle des prix aux élèves de l'École-Paoli de Corte, a eu lieu le 25 courant, sous la présidence de M. Ozaneux inspecteur-général des études, accompagné dans son inspection de M. Buvet, recteur de l'Académie. Cette réunion n'a été plus brillante. L'assistance de l'église de Sainte-Croix suffisait à peine tant l'auditoire était nombreux. M. le recteur a ouvert la séance par un discours qui, quoiqu'il soit rédigé avec la soudaineté d'une improvisation, n'en a pas moins attiré l'attention de l'assemblée, et excité à trois reprises différentes les plus vifs applaudissements. Nous regrettons de ne pouvoir en offrir ici la rapide analyse à nos lecteurs. On y verra, comment le chef de l'Académie, sait apprécier le zèle et les talents des fonctionnaires de l'Université, d'autant plus dignes d'éloges, que ceux de l'École-Paoli luttent, au dedans, presque sans espoir depuis sa fondation, contre des difficultés sans cesse renaissantes, et au dehors, contre de jaloux adversaires. M.

le recteur a saisi avec empressement cette occasion pour payer un tribut de reconnaissance à la mémoire de W. Washington de la Corse. Il n'aurait qu'à dire une phrase de compréhension tout ce qu'il y a de noble et de grand dans l'inspiration patriotique de Paoli.

Le discours de fin d'année a été prononcé par M. Adriani, jeune professeur de littérature française qui, en développant le programme des cours, a fait habilement ressortir tous les avantages que cette de la institution a présentés aux élèves et tous ceux qu'on pourrait en attendre si, organisé sur une plus large base, il y avait plus de liberté dans sa marche et plus d'ensemble dans le système de l'enseignement. M. Adriani a dû s'apercevoir que la modeste ne donne que plus de relief au talent.

Le directeur de l'École a pris à son tour la parole, et mêlant, dans une allocution ferme mais mesurée, les éloges aux remontrances, il a signalé les progrès et les tendances qui s'accroissent le moins avec l'âge de l'élève. Ce tableau de progrès, malheureusement trop vrai, s'appliquait à la jeunesse en général sans aucune application particulière. Il a surtout déploré cet esprit d'émancipation et d'indépendance qui restera comme l'un de ses traits caractéristiques. Pour parler avec cette sévérité, il ne s'agit pas d'être chef d'établissement, il faut encore être sûr, comme M. Arrighi, que l'exemple ne démontrera jamais la leçon.

Mais il était réservé à M. Ozaneux de réveiller l'attention et de ravir l'auditoire, par des paroles tout-à-la-fois graves et spirituelles. L'émotion et les vives sympathies qui se sont manifestées sur tous les visages ont dû prouver à ce haut fonctionnaire de l'Université royale de France, que s'il a le secret de charmer ceux qui ont le bonheur de l'entendre, nous avons, nous, le don de sentir vivement, surtout quand on sait rappeler, dans un langage élevé, les glorieux souvenirs du pays.

Nous croyons qu'il est de notre devoir d'appeler l'attention de l'autorité supérieure sur ce qui s'est passé à St-Florent, à l'occasion des élections municipales.

Le 25, l'assemblée, réunie sans l'assistance de la force armée, a été renvoyée par M. le maire au moment du développement du scrutin. Le lendemain 26, l'assemblée ayant été dissoute au moment de la votation, par M. le Maire, des troubles s'en sont suivis dans la salle et de grands malheurs ont manqué d'avoir lieu.

Nous recevons, au moment de mettre sous presse, une lettre de M. Peraldi, conseiller de préfecture. Nous sommes donc obligés d'en renvoyer la publication à notre prochain numéro.

Les personnes atteintes de *maux d'estomac* ou de *gastrites*, celles auxquelles l'usage du chocolat et du café est *defendu*, trouveront dans le BACAROT des ARABES le déjûner le plus agréable et le plus salutaire; cet aliment est aussi très convenable aux enfants et à toutes les personnes délicates ou nerveuses. Dépôt chez M. Giralt pharmacien.

## FAILLITE.

Par jugement du tribunal de commerce de l'arrondissement de Bastia, département de la Corse, en date du 24 de ce mois, dûment enregistré, le sieur Roch Luciana, ci-devant entrepreneur de voitures publiques à Bastia, a été déclaré en état de faillite ouverte à partir du 15 mars dernier, et a nommé M. Toussaint Valeri, juge commissaire, et MM. Sylvestre Angeli, propriétaire, et Denys Gavini, avocat de Bastia, syndics provisoires de la même faillite.

Tous les créanciers de cette faillite sont invités à se présenter en personne, ou par fondé de pouvoir spécial, avec production enregistrée pardevant M. le juge commissaire susdit, le mardi 26 du mois d'août prochain, en chambre de conseil du tribunal de commerce précité, deux heures de relevée.

Pour extrait conforme délivré le 20 juillet 1843.

Le Greffier du Tribunal de Commerce séant à Bastia.

A. D. MARIOTTI.

**LES TAFFETAS** Le Peridiel pharmacien Breveté Faubourg Montmartre, 78 à Paris, en Roulaux jamais en boîtes l'en pour entretenir parfaitement les vélocipèdes, l'autre pour panser les cauter sans démaquage, compresses en papier lavé, serres-bras, etc. se trouvent dans beaucoup de pharmacies notamment chez M. GIRALT pharmacien à Bastia.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FADIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AT BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

Le nouveau service des paquebots de l'État entre la Corse et le continent français, a commencé le 1<sup>er</sup> août. Les jours de départ et d'arrivée étant changés, ainsi qu'on le verra par le tableau ci-après, nous avons dû changer aussi le jour de la publication de notre feuille qui désormais paraîtra le jeudi.

ADMINISTRATION DES POSTES.

Paquebots entre Marseille et la Corse.

LIGNE DE MARSEILLE A BASTIA.

Départ de Marseille : le Mardi, à midi.

Arrivée à Bastia : le Mercredi, à 2 h. du soir.

Départ de Bastia : le Vendredi, à 9 h. du mat.

Arrivée à Marseille : le Samedi, à 11 h. du mat.

LIGNE DE MARSEILLE A AJACCIO.

Départ de Marseille : le Vendredi, à midi.

Arrivée à Ajaccio : le Samedi, à midi.

Départ d'Ajaccio : le Mardi, à 8 heures du m.

Arrivée à Marseille : le Mercredi, à 8 h. du m.

Tarif pour Bastia et Ajaccio.

PRIX des Places des Voyageurs : — 1<sup>re</sup> Classe 30 fr. — 2<sup>e</sup> Classe 20 fr. — 3<sup>e</sup> Classe 15 fr. — Tout enfant de moins de 10 ans paie moitié place à dix ans le plein place entière.

De Transport des Voitures : 60 fr. par Voiture. — Transport des Chiens : 10 fr. par Chien.

De Transport des Matières d'Or et d'Argent : — Or, 20 centimes pour 100 fr. — Argent, 25 cent. pour 100 fr.

Dispositions particulières.

Les Voyageurs jouiront du Transport gratuit de leurs bagages dans les proportions suivantes : 1<sup>re</sup> Classe, 100 kilogrammes par personne; 2<sup>e</sup> Classe, 60 kilogrammes; 3<sup>e</sup> Classe, 30 kilogrammes.

Le Prix à payer pour tout bagage excédant les proportions ci-dessus indiquées, sera de 60 centimes par 10 kilogrammes. Le Service de la Table est fait par un Restaurateur établi à bord, et aux prix suivants : 6 fr. par jour pour un passager de 1<sup>re</sup> Classe; 4 fr. par jour pour un passager de 2<sup>e</sup> Classe. Les passagers de 3<sup>e</sup> Classe traitent de gré à gré avec le restaurateur.

Marseille, le 20 juillet 1843.

Le Capitaine de vaisseau, Directeur du Service des Paquebots de la Méditerranée,

VERNINAC.

Nous nous faisons un plaisir de donner place dans nos colonnes à la lettre suivante. C'est un homme de mer et de bon sens qui parle. Nous nous joignons à lui pour prier l'administration avant de s'engager dans une impossibilité.

Les observations qu'on va lire viennent à l'appui de l'opinion que nous avons émise dès 1836, et qui se résume ainsi : — Sur notre côté il n'y a pas possibilité d'avoir un bon port, si on ne le construit point dans un endroit où l'on puisse ménager la passe au Sud, par la raison capitale qu'il n'y a que ce côté qui soit naturellement à l'abri de la grosse mer. Tout projet qui ne remplira point cette condition essentielle sera sans résultat : à moins qu'on ne veuille couvrir l'entrée par un brise-lame au large, brise-lame qui coûterait à lui seul plus que la construction tout entière du port.

A Monsieur le Rédacteur de l'Insulaire.

Monsieur le Rédacteur,

Le gouvernement veut améliorer le port actuel de Bastia. M. l'ingénieur Soleau propose à cet effet deux jetées, désignées au projet général sous le n° 1.

On dit : c'est là des travaux provisoires, en attendant que les Ponts-et-Chaussées aient complété les études pour la création d'un nouveau port plus en rapport avec nos besoins. L'instruction ministérielle n'en dit pourtant pas un mot ! On se contente de déclarer que l'on prend acte de l'offre faite par la ville d'y contribuer pour 500 mille francs; ce silence nous donne la triste certitude que c'est un parti pris, et que les travaux seraient définitifs : la dépense totale de 900 mille francs ne l'indique-t-elle pas assez ? C'est donc dans cette conviction que j'expose l'avis suivant.

Je dis d'abord, et j'appelle à cet égard toute l'attention du gouvernement, que, s'il est nécessaire d'améliorer le port de Bastia, il n'est pas moins utile et indispensable de pourvoir à son agrandissement. Il est aujourd'hui insuffisant aux besoins de la marine et du commerce; pour se convaincre de cette vérité, il n'y a qu'à s'enquérir du tonnage et du nombre des navires appartenant en propre au port : si l'on y ajoute les navires étrangers à la localité, en relâche ou en opérations de commerce, et ceux surtout du quartier maritime qui font le cabotage de la côte, on aura la preuve évidente de son insuffisance. Notez que nous ne parlons pas ici de plusieurs gros navires en construction et des nouveaux paquebots de la correspondance, qui seront forcés de se diriger sur St-Florent. — Maintenant, les travaux projetés par M. Soleau rendent-ils le port plus sûr, plus spacieux, plus commode ? Nullement. Ainsi donc toute dépense, pour être profitable au pays et avantageuse au trésor, doit remplir ce double but, amélioration et agrandissement. Ce que l'on n'obtiendra jamais dans l'emplacement actuel, à moins d'énormes sacrifices.

Mais puisque l'administration tient à se servir de l'anse qui sert de port aujourd'hui, et cela sans doute par économie, examinons, dans ses détails et ses résultats, le projet mesquin et ruineux à la fois dont est esquissé ce projet, s'il est exécuté, détruit tout espoir d'amélioration réelle, non seulement pour le présent, mais même pour l'avenir. C'est le juste pendant du môle construit par les Génois.

Il résulte de ce projet la création d'un avant-port, où ces travaux donneraient plus d'abri de la partie si dangereuse de l'E. S.-E. ; il est constant aussi qu'il y aurait très peu d'amélioration de celle de l'E. N.-E. ; la disposition serait encore défectueuse par rapport au N. et au N.-O. dont les effets sont les mêmes; la mer de ces vents, soit qu'elle vienne du large, soit qu'elle longe l'ancien môle et la jetée de 100 mètres, s'enfonçant dans la passe, et suivant la direction oblique du Môle de 100 mètres, produirait dans l'anse une boue et un ruisseau non moins fort et tout aussi dangereux que celui qui existe aujourd'hui avec les grands vents d'E. S.-E. Il est bien d'ajouter qu'en hiver ce sont les vents N.-E., N. N.-O. qui règnent presque continuellement dans nos parages. — On pourra dire : à présent que les désastres du port de Bastia ne sont plus occasionnés par les vents E. S.-E., mais par le N.-E. N.-O., et l'on y aurait dépensé 900 mille francs en améliorations !

Si réellement l'on n'a en vue que l'économie, que ne prolonge-t-on de 20 à 25 mètres, et dans une direction plus ou moins au S.-E., le môle actuel ? On rendrait par là l'anse plus sûre que ne le prétend M. Soleau, et le gouvernement, en ne faisant qu'une dépense de 100 à 150 mille francs, épargnerait aux habitants de Bastia l'énorme charge de 900 mille francs. L'avenir ne nous serait pas, du moins, fermé pour toujours.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Etranger . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

Il n'y aurait ni tenue ni mouillage. — S'il est vrai que ces travaux donneraient plus d'abri de la partie si dangereuse de l'E. S.-E. ; il est constant aussi qu'il y aurait très peu d'amélioration de celle de l'E. N.-E. ; la disposition serait encore défectueuse par rapport au N. et au N.-O. dont les effets sont les mêmes; la mer de ces vents, soit qu'elle vienne du large, soit qu'elle longe l'ancien môle et la jetée de 100 mètres, s'enfonçant dans la passe, et suivant la direction oblique du Môle de 100 mètres, produirait dans l'anse une boue et un ruisseau non moins fort et tout aussi dangereux que celui qui existe aujourd'hui avec les grands vents d'E. S.-E. Il est bien d'ajouter qu'en hiver ce sont les vents N.-E., N. N.-O. qui règnent presque continuellement dans nos parages. — On pourra dire : à présent que les désastres du port de Bastia ne sont plus occasionnés par les vents E. S.-E., mais par le N.-E. N.-O., et l'on y aurait dépensé 900 mille francs en améliorations !

Si réellement l'on n'a en vue que l'économie, que ne prolonge-t-on de 20 à 25 mètres, et dans une direction plus ou moins au S.-E., le môle actuel ? On rendrait par là l'anse plus sûre que ne le prétend M. Soleau, et le gouvernement, en ne faisant qu'une dépense de 100 à 150 mille francs, épargnerait aux habitants de Bastia l'énorme charge de 900 mille francs. L'avenir ne nous serait pas, du moins, fermé pour toujours.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de



faire de Quasquara signé par M. le conseiller Jourdan. Et comme cet article peut faire élever des doutes sur ma conduite administrative, j'ai cru devoir lui faire la réponse que j'ai l'honneur de vous adresser ci-incluse. Je compte trop sur votre impartialité et justice pour ne pas douter, que vous aurez la complaisance de la faire insérer dans le premier numéro de votre journal en conformité de la loi.

Agréer etc.

J. G. PERALDI, Conseiller de préfecture.

A Monsieur Jourdan, conseiller à la Cour royale de Bastia.

Ajaccio, le 24 juillet 1843.

Monsieur le conseiller,

J'ai lu tout ce que vous avez publié dans l'Insulaire français du 15 du courant concernant les mœurs de la Corse, ainsi que la défense de M. Jourdan préfet du département. La dernière partie de votre article surtout, qui regarde les actes qui ont eu lieu sous mon administration dans l'affaire de Quasquara, a fixé toute mon attention.

Je ne répondrai pas à la première partie de cet article, il y aurait trop à dire. Ma position d'ailleurs m'impose en ce moment une extrême réserve, et ne m'en laisse guère le loisir.

J'ai trouvé fort honorable la tâche que vous avez entreprise de défendre un haut fonctionnaire : j'ai applaudi à cet acte de bon parent, et je verrai toujours avec plaisir tout ce qui tendra à justifier la conduite de M. Jourdan, et à proclamer publiquement son innocence. Mais pour cela je ne dois pas souffrir que, dans l'intérêt même de la défense, on pousse le zèle jusqu'à insinuer, que tous les actes de cette malheureuse affaire ont eu lieu, que tout a été consommé sous mon administration, et que dans l'hypothèse de culpabilité de la part de l'autorité supérieure, ce n'est pas le préfet de la Corse qui doit être mis en cause !...

Sans doute, votre qualité de défenseur vous autorise à employer tous les moyens possibles pour parvenir à prouver l'innocence de M. Jourdan : il y a, sans contredit, de l'habileté à faire un exposé historique de faits, de manière à pouvoir tirer parti des dates et des circonstances ; mais la justice avant tout, et la justice ne pouvait nullement vous dispenser de le faire avec exactitude, et elle ne vous autorisait pas à citer certains actes, comme les seuls faits sous mon administration, et en omettre d'autres qui sont de la plus haute importance pour combattre votre assertion.

Loin de moi cependant la pensée que cette omission ait été, de votre part, l'effet du calcul ; je me plais à croire plutôt que les renseignements qui vous ont été fournis, étaient inexacts, et incomplets. Mais toujours est-il qu'une pareille omission peut jeter du doute et de l'incertitude sur ma conduite, et qu'il est nécessaire de la relever pour que mes concitoyens puissent, en connaissance de cause, apprécier le blâme que j'ai pu mériter dans cette circonstance.

Je rétablirai donc les faits ; je serai très court, et je n'avancerai rien que je ne puisse prouver.

Je commencerai par consentir, si l'on veut, que la délibération du 10 février 1843, prise par le conseil municipal de Quasquara dans une session ordinaire, soit le premier acte concernant l'aliénation des biens communaux.

Je conviens, sans difficulté, que l'arrêté du 4 mars qui nomme le sieur Padovani, maire de Grosseto et Prugna, commissaire pour recevoir l'enquête de commodo et incommodo, c'est mon ouvrage.

J'admets que le rapport d'expertise du 14 mars, ordonné par le maire, a été fait en l'absence de M. le préfet.

Il est également vrai qu'une opposition à la vente a été notifiée, par voie d'huissier, à M. le secrétaire général de la préfecture dans la journée du 9 avril, veille de l'adjudication ; mais il est également positif, que l'autorité supérieure ne l'a jamais repoussée comme mal fondée.

Enfin l'acte de vente de la Graticella a lieu le 10 avril 1843 d'après un procès-verbal dressé par le maire et deux membres du conseil municipal.

Ici s'arrête l'énumération que vous faites des actes de mon administration.

Or, permettez-moi de vous observer, Monsieur le conseiller, que si vous aviez été mieux renseigné à cet égard, il aurait été à votre connaissance 1° qu'une plainte m'étant présentée, quelques jours après l'adjudication, contre la teneur du procès-verbal, et contre la publicité des enchères : reconnaissant d'ailleurs moi-même que le percepteur dont la présence est exigée, n'y avait point assisté, j'avais mis de mon écriture sur le procès-verbal : *suspendu jusqu'à nouvel ordre*, afin de pouvoir m'entourer de renseignements plus exacts sur la véracité de la plainte.

2° Que le 6 mai j'avais pris d'autres précautions et j'écrivais, à cette date, au maire de Quasquara la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous envoyer copie d'une plainte des sieurs Baptiste Quilici de votre commune, et Jean-Baptiste Mannoni, d'Ajaccio, d'après laquelle vous auriez écarté la concurrence dans l'adjudication que vous avez faite le 10 avril dernier, d'un bien communal.

« Les plaignants exposent qu'étant restés à Bisinà avec d'autres individus depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures après midi, ils se seraient retirés après que vous auriez annoncé que l'adjudication serait renvoyée jusqu'à ce que vous eussiez consulté l'autorité supérieure au sujet d'une opposition faite à la vente.

« Vous verrez, Monsieur le maire, que l'on vous accuse de faux dans cette circonstance, accusation très grave qu'il importe de détruire.

« Je vous prie, à cet effet, de me faire connaître ce qui s'est passé à l'occasion de l'adjudication que vous avez consentie le 10 avril à une heure de relevée suivant votre lettre du même jour.

« Agréer, etc. »

3° Qu'il est enfin notoire et incontestable, que malgré la réponse du maire qui affirmait que tout s'était passé régulièrement, je m'étais refusé constamment à donner mon homologation au procès-verbal susdit.

Supprimez donc faux le procès-verbal de commodo et incommodo ; supposez minime l'expertise. Quand est-ce que ces machinations frauduleuses auraient été découvertes, par qui, et comment ? Je puis vous assurer, Monsieur le conseiller, sans crainte de me tromper, que jamais il n'a été question à la préfecture ni de faux dans l'enquête ni d'altération dans l'expertise, et ce ne peut être que par l'autorité judiciaire, que cette circonstance a dû être connue.

Dans cet état de choses, en donnant suite à certains actes, en en approuvant d'autres, j'ai fait ce que l'on ne pouvait, ce que l'on ne devait pas raisonnablement refuser.

Au surplus, le dernier paysan de nos montagnes n'ignore pas, qu'une vente, un acte quelconque, fait par une commune, ne devient définitif que par l'homologation, du préfet. Jusqu'à cette homologation tout reste à l'état de projet, tout reste sans effet. Si donc j'ai constamment refusé d'apposer mon approbation à l'acte principal, à l'acte de vente j'ai, par cela même, considéré comme non avenue tous les autres actes préliminaires, et intermédiaires, et l'on doit se persuader, sans le moindre doute, que s'il se fût élevé

quelque soupçon contre ces actes, je me serais également opposé à leur exécution : qui finem vult etiam media velle presumitur. Que devient maintenant votre raisonnement lorsque vous dites :

« Cette vente cette spoliation au préjudice d'une commune aurait eu lieu dans tous les cas, sous l'administration de M. Peraldi, conseiller de préfecture chargé de l'intérieur.

« En un mot M. Jourdan avait quitté Ajaccio avant le premier acte (la délibération du 10 février) et il n'y est retourné que deux mois environ après que la vente avait été faite, que tout était consommé !... »

Vous avez convenu que M. Jourdan, à son retour de Paris, a lui-même homologué la vente, après en avoir référé à M. le ministre de l'intérieur, et vous en tirez la conséquence que c'est sous mon administration, et non sous celle de M. Jourdan que la vente est devenue définitive, que tout a été consommé ?... Et s'il peut vous paraître étrange que M. le préfet fût obligé de se défendre, ne serait-il pas bien plus étrange, et plus étrange encore, que ce puisse être M. Peraldi ? car je vous demanderai en deux mots de quoi voulez-vous que je me défende, puisque, loin d'avoir homologué un acte entaché de faux, j'ai toujours repoussé comme suspect, loin d'avoir contribué à nuire en aucune manière aux intérêts de la commune en facilitant la fraude, si fraude il y a, j'ai opposé des obstacles pour que cette même fraude ne leur fût définitivement préjudiciable ? Maintenant si, après tout ce qui précède, il faudra encore répondre à la justice d'une action que l'on n'a point commise : je suis prêt. Je ne reculerai pas alors devant mes propres actes, et, seul, j'en accepterai tranquillement toutes les conséquences.

Vous avez cru tirer, sans doute, un grand avantage pour la défense de votre cause en me désignant au public pour être pour le moins un adversaire de M. le préfet. Je ne me permettrai pas à cet égard aucune réflexion : je vous dirai seulement que dans ce cas tout le monde le saurait, excepté M. Jourdan et moi. Voici ce qu'il m'écrivait de Paris à la fin d'une lettre datée du 14 juin dernier.

« J'ai appris, Monsieur le conseiller, que vous conduites à mon égard avec être honorable et digne dans cette circonstance, cela ne m'étonne pas, c'était devoir, c'était justice ; je dois cependant en être reconnaissant puisque d'autres n'ont obéi ni au sentiment du devoir ni à celui de la justice.

« Agréer, Monsieur le conseiller, la nouvelle assurance de ma haute et affectueuse considération.

« Le préfet de la Corse,

« H. JOURDAN. »

Vous reconnaîtrez, j'espère, Monsieur le conseiller, par cette lettre, que, même sur ce dernier point, vos informations ne sont pas heureuses, et je ne doute pas que vous ne soyez plus circonspect à l'avenir ; car, permettez moi de le dire, la circonspection ne peut être jamais de trop dans les écrits que l'on livre à l'impression.

Agréer, je vous prie, Monsieur le conseiller, l'assurance de ma haute et affectueuse considération.

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

J. G. PERALDI, Conseiller de préfecture.

Liste des Jurés pour le 3<sup>e</sup> Trimestre 1843.

Galeazzi François-Sévère-Hyacinthe, capitaine en retraite, Penta.

Paoli Pierre, maire, Piedicroce.

Beuron Pierre-Louis-Adolphe, contrôleur des contributions directes, Ajaccio.

Galeazzi Marc-Angé, propriétaire, Penta.

Fomont Prosper, pharmacien, Bastia.

Vincetelli Jean-Mathieu, maire, Feliceto.

Gradi Pierre-Antoine, avocat, Bastia.

Genero Ange-Marie-François, marchand de nouveautés, Bastia.

Gicorelli Jacques-Antoine, docteur en médecine, Bastia.

Giaccardi Joseph Louis, doct. en méd. St-Pietro.

Monte Jacques-Marie-Louis, prop. Ajaccio.

Maffalli François-André, cap. en ret. Stazzona.

Sebastiani Ange, prop. Vescovato.

Grassi Xavier, prop. Cervinone.

Costa François-Antoine, négociant, Ile-Rousse.

Lechi Ange-Marie, avocat, Ajaccio.

Romasi Paul-Antoine, capit. en retraite Sorbo-Ocagnano.

Decosmi Antoine, propriétaire, Ajaccio.

Tellier François, maître-d'hôtel, Bastia.

Piovanacce Thomas, cap. en retraite, Corte.

Veretti Paul-Marie, notaire, Levie.

Martinenghi Barthélemy, avocat, Ajaccio.

Levie François, de feu Baptiste, docteur en méd. Ajaccio.

Arrighi Paul-André, propriétaire, Speloncato.

Arone Joseph, quincailler, Ajaccio.

Fugliesi Xavier de Joseph, négociant, Ajaccio.

Lesari Don Charles, prop. et maire, St-Florent.

Mauchi Joseph, maire, Coggia.

Grimaldi Antoine-Louis, docteur en médecine, Calacuccia.

Paqualini Paul-François, avocat, Ajaccio.

Petri Antoine Fioravante, propriétaire, Sartene.

Colonna-Leca Pierre, propriétaire, Vico.

Poli Jean-Charles, capitaine en retraite, Sari.

Benigni Antoine, marchand de cuir, Bastia.

Domini Joseph, direc. des postes, Ajaccio.

Salvi Grégoire-Marie-Vincent, av. Ile-Rousse.

Jurés Supplémentaires.

Calvi Louis, négociant, Bastia.

Marengo Jean-Baptiste, propriétaire, Bastia.

Multedo Paul, recev. part. des finances, Bastia.

Canavaggio Joseph, cap. en retraite, Bastia.

Par ordonnance du Roi en date du 24 juillet,

la session des conseils généraux de département pour la présente année, s'ouvrira le 21 août prochain, et sera close le 4 septembre dans tous les départements du royaume, à l'exception de ceux de la Corse et de la Seine.

La session du conseil général de la Corse commencera le 15 septembre et sera close le 29 du même mois ; celle du conseil général de la Seine commencera le 16 octobre et sera close le 30 du même mois.

La seconde partie de la session des conseils d'arrondissement commencera le 10 septembre et se terminera le 14 du même mois, excepté dans le département de la Corse où elle aura lieu du 5 au 9 octobre, et dans le département de la Seine où elle aura lieu du 5 au 9 novembre.

Le bateau à vapeur le *Télégraphe*, partira de Bastia pour Ajaccio le soir du 11 courant ; le 12 il mettra à l'ancre à l'Ile Rousse et Calvi et sera à Ajaccio de midi à une heure. Le 13 il partira pour Propriano et repartira pour Bastia le 14 en relâchant de même à Calvi et l'Ile-Rousse.

Nouvelles Diverses.

Les deux chambres ont terminé le 24 juillet leurs travaux législatifs. L'ordonnance ou proclamation, pour la clôture de la session, a été communiquée à chacune d'elles.

— M. le vice-amiral baron Mackau, pair de France, est nommé ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, en remplacement de M. l'amiral baron Roussin, dont la démission est acceptée.

Cette ordonnance est datée du 24 juillet et contresignée par M. le maréchal duc de Dalmatie.

ESPAGNE. *La Messager* publie le 23 juillet les dépêches suivantes :

Madrid, 25 au soir.

Le ministre Lopez s'est constitué. Toutes les troupes qui avoisinaient la capitale y sont entrées. La milice nationale a été désarmée hier dans la journée.

M. Arguelles, tuteur de la Reine, a donné sa démission.

Perpignan le 26.

Le *Papin* est entré à Barcelonne le 24, venant de Valence, où l'on savait le 22, par le bateau à vapeur l'*Elbe*, que la frégate espagnole *Cortés* et deux petits navires étaient sortis d'Alicante le 14, pour aller bloquer Cadix.

Concha était à Campillo de Arenas le 14, marchant à la rencontre d'Espartero.

Les îles Minorque et d'Ivica se sont prononcées avec leurs garnisons.

Le *Moniteur Parisien* publie ce soir la dépêche télégraphique suivante :

Madrid était tranquille le 25 ; les troupes prononcées sont entrées dans la capitale les 23 et 24 ; elles ont défilé devant S. M. Le palais était parfaitement libre.

Par décret du 23 et 24, le ministre Lopez est réconstitué. D'autres décrets nomment Narvaez lieutenant-général, capitaine-général de Madrid et général en chef des troupes réunies dans la capitale ; Prim, comte de Reuss et gouverneur de Madrid ; Quinto, chef politique ; le duc de Baylen, commandant des halibardiers ; Aspiroz lieutenant-général et général en chef du premier corps d'opération ; Cortina, inspecteur-général de la milice nationale.

Les journaux de Madrid qui avaient suspendu leur publication ont reparu le 24. *La Patriote* et *le Spectateur* ont cessé de paraître.

Une division est détachée de l'armée de Narvaez pour aller en Andalousie renforcer le général Concha.

L'escadre qui se trouvait à Cove viens de se porter vers Portsmouth. Ce mouvement n'a aucun rapport avec l'état de l'Irlande ; il a pour but de rassembler une force navale prête à agir en Espagne, si les affaires de ce pays réclamaient l'intervention anglaise. En un mois, trente vaisseaux de ligne peuvent être équipés et prêts à prendre la mer. (*Morning-Post.*)

IRLANDE. — *Dublin*, 22 juillet. — Un meeting de trois à quatre cent mille individus vient d'avoir lieu à Ennis-Corthy, dans le comté de Wexford. M. O'Connell y a fait entendre les paroles suivantes :

« Le ministre ayant renoncé à la menace, aujourd'hui je ne viens pas vous dire : Joyeux compagnons, garde à vous. Je viens seulement vous déclarer que personne ne viendra nous attaquer. (On applaudit.) Peel et Wellington, Lyndhurst et Brougham aujourd'hui sont réduits aux criaileries, et ces criaileries ne nous effraieront pas, bien qu'ils se vantent de nous faire peur et d'intimider O'Connell. Mais comment s'y prendre pour cela ? Nous ne faisons rien. Excellent expédient ! mes amis. Ceci me rappelle un barbier qui était un grand amateur et propagateur de nouvelles. Il avait assez de monde pour l'entendre. Un soir il dit à ses pratiques : Messieurs j'ai des nouvelles à vous donner ; j'ai rasé aujourd'hui le valet du grand homme. — Eh bien ! que vous a-t-il dit ? — Il ne m'a rien dit ; mais quand le va-

let du grand homme ne dit rien, c'est qu'il doit y avoir à coup sûr quelque chose en l'air. » (On rit.)

« Peel et Wellington et tous ces gens-là ne disent rien, ne feront rien. Eh bien ! cela ne fait croire qu'il y a quelque chose en l'air. Et, en effet, il y a quelque chose. Qu'est-ce ? Je vais vous le dire : c'est le repeal. Oui ! le repeal s'élève sur l'aile des vents vers les cieux, la brise propice de Wexford le pousse ; il va planer sur l'Irlande entière, et les semences de la liberté qu'il emporte se répandront sur le pays entier. Eh quoi ! dit le duc de Wellington, ce sont des rebelles ! Nous ? des rebelles ! Vous en avez menti, vieux chien (*old dog*). Nous ! rebelles ! quand nous ne cessons pas d'encourager le dévouement, de prêcher la fidélité à la couronne et la soumission aux lois.

Après avoir avancé que bientôt l'Irlande s'apartendrait à elle-même, O'Connell termine en disant :

« N'ai-je pas avec moi tout le clergé catholique irlandais, presque tous les prêtres vénérés de l'Irlande ? Oui, vertueux habitants de Wexford, j'ai le clergé catholique-romain avec moi, et l'homme qui se présente fort d'un tel concours peut-il, je vous le demande, vouloir autre chose que la liberté et le bonheur de la vieille Irlande ? Cette vieille Irlande dont la position ne fut jamais meilleure vis-à-vis de l'Angleterre. »

LA PRÉVOYANCE (Agence générale de placement sur les fonds publics), Assurance mutuelle sur la Vie, autorisée par ordonnance royale du 28 avril 1820, est le premier établissement qui ait mis en pratique les Assurances mutuelles sur la Vie en France. Plus de vingt millions ont été versés au comptant dans ses diverses associations. Indépendamment des quinze répartitions qui ont été faites, et des souscriptions par annuités dont le montant doit être successivement versé, les fonds actuellement en caisses s'élèvent à 450,000 francs de rentes sur l'Etat.

Les répartitions déjà faites, sous la surveillance du gouvernement, et dont les états se trouvent à l'administration, ont toutes donné 10, 12, 15, 20, 25 et 30 pour cent par an de bénéfice. Les opérations comprennent toutes les combinaisons de mutualité telles que l'acquisition d'un capital sans destination spéciale, la formation d'une dot, d'un fonds d'établissement, d'une prime d'assurance contre les chances du recrutement, les frais d'éducation, pensions de retraite, rentes viagères, différées, immédiates, progressives, formation d'un capital en cas de décès.

LA PRÉVOYANCE est représentée, à Ajaccio par M. Versini (Barthélemy) qui s'empresse de donner tous les renseignements qui pourraient être nécessaires pour bien connaître le mécanisme des opérations.

S'adresser chez M. B. J. Versini à Ajaccio directeur de LA PRÉVOYANCE pour le département de la Corse, à Vico à M. Nicoli, à Bastia chez M. Fabiani et à Corte chez M. Parodi.

Les leçons de MM. Michelet et Quinet sur le Jéhuitisme ont eu ce rare succès d'être également accueillies par les opinions les plus opposées. Il s'agissait de morale publique, de loyauté ; la France s'est trouvée d'accord. Les hommes religieux surtout ont senti que le plus grand service qu'on pouvait rendre à la vraie religion, c'était de démasquer la fausse. Dans le volume que nous annonçons, les deux professeurs donnent le texte exact et complet de leurs leçons ; de plus, un grand nombre de renseignements nouveaux qui jettent le plus grands jour sur cette question si curieuse et si actuelle.



## NOTICE HISTORIQUE

SUR LE

## GÉNÉRAL ABBATUCCI.

III.

Peu de temps après, il fixa de nouveau l'attention de toute l'armée par l'acte d'un sublime dévoilement. C'était au passage du Leck le 27 juin. (1) Abbatucci appartenait à la division de Moreau. Il importait au succès des opérations de franchir le plus promptement possible cette barrière. Un premier bataillon qui veut l'essayer est emporté par les eaux du fleuve. On remarque un mouvement d'hésitation parmi les troupes qui hordent ses rives. On craint que le Leck ne devienne le tombeau du second bataillon. Abbatucci s'y précipite le premier. Ses soldats le suivent et plus heureux que leurs camarades, parce qu'ils ont à leur tête un chef qui ne recule point, le passage est exécuté au cri, mille fois répété, de *Vive la République*. Abbatucci eut le bonheur de sauver plusieurs soldats que le courant entraînait. Arrivé de l'autre côté du fleuve, il marche intrépidement à l'ennemi, pousse en avant ses colonnes et remporte dans cette journée de brillants succès sur les soldats de la coalition. Le général Moreau qui, dans le jeune Abbatucci, voyait l'un des nobles émules de Hoche, des Marceau, lui en témoigna hautement toute sa satisfaction. Le seul défaut qu'il reprochait à son jeune lieutenant c'était d'exposer témérairement sa vie.

L'armée autrichienne se préparait à frapper un coup décisif. Une barrière l'arrêtait : c'était le pont d'Huningue. Averti de ses desseins, Abbatucci prend à la hâte toutes les dispositions nécessaires pour repousser l'attaque de l'ennemi. Elle devait avoir lieu dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 1796. Nul assurément n'était plus capable de défendre ce passage difficile. L'approche du danger le trouvait toujours aussi calme que déterminé : c'est que son courage n'était pas une ardeur juvénile, un de ces élans fugitifs qui emportent les militaires dans la première chaleur de l'action, c'était plutôt une intrépidité lente mais soutenue, cette intrépidité qui, différant de la fougue aventureuse d'un sous-lieutenant, distingue et caractérise les généraux.

Après avoir pourvu habilement à tout ce qu'exigeait la garde et la défense de ce poste important, il attendait sans s'émouvoir l'heure du combat au milieu d'un cercle d'officiers que charmaient l'esprit et les grâces de sa conversation. Habitué à donner à l'étude tous les moments que ne lui dérobaient point les périls de la guerre et les soins du commandement, car le goût des lettres égalait son amour pour la gloire, un Virgile à la main, il prenait plaisir à lire d'une voix fortement accentuée le 6<sup>e</sup> chant de l'Énéide, lorsque le signal du danger vint interrompre sa délicate lecture. Sortant tranquillement de sa tente, il alla se placer à la tête des grenadiers. L'engagement fut court mais terrible. Comprimant toute l'importance de cette position, le général autrichien vigoureusement repoussé, essaya vainement de revenir à la charge. Prenant à son tour l'offensive, le général Abbatucci poursuivit vivement les Autrichiens dans la grande île, qui se trouve en face de la ville. Cette tentative impuissante coûta beaucoup de monde à l'ennemi. Le terrain et les abords du pont étaient rougis de sang et jonchés de cadavres.

Le matin de bonne heure, Abbatucci revient sur les lieux pour examiner les résultats de cette sanglante affaire : quelques officiers, parmi les-

(1) Victoires et conquêtes des Français : Tom. 4, pag. 30.

quels se trouvait le brave général Foy, alors commandant d'une batterie volante, était à côté de lui. Il expliquait le plan de l'attaque et les combinaisons stratégiques de la défense, lorsqu'un Hongrois blessé et gisant dans le fond d'un fossé se relève et, rassemblant tout ce qu'il avait de forces, couche en joue le général et l'atteint mortellement. Il expira peu de temps après, au milieu des larmes de son état-major, vivement regretté par Moreau et tous les officiers de l'armée du Rhin. Il n'avait pas encore 26 ans.

Voici ce que nous lisons dans la biographie du général Foy, par Tissot : « Le 9 frimaire an 5 fut un jour funeste pour la France qui perdit le brave Abbatucci, mort pleuré des siens et honoré par ceux qu'il avait combattus. Abbatucci était alors l'une des plus brillantes espérances de l'armée : cette vérité avouée de tous a été exprimée avec l'accent de la conviction par Foy, son compagnon et son ami : dans un temps fécond en beaux talens et en grands caractères, je n'ai pas connu d'hommes plus remarquables qu'Abbatucci, et qui promit d'avantage à la France. » S'il n'eût pas été enlevé si tôt à la patrie, le héros du Rhin ne fit certainement pas resté au-dessous de cette belle réputation, ni des espérances qu'elle avait fait concevoir.

Le monument que Moreau lui fit ériger sur le théâtre de sa gloire, atteste aussi la haute opinion qu'il s'était formée de ses talens supérieurs. L'éloge du général Foy se trouvait dans la bouche de tous les autres généraux. Il était l'expression sincère des sentiments unanimes des soldats qui, dans une première rencontre avec les Autrichiens, vengèrent héroïquement sa mort.

En 1815, et après la glorieuse défense d'Huningue par l'intrepide Barbanegre, dont le souvenir d'Abbatucci soutint la valeur, ce monument fut emporté par le torrent de l'invasion avec d'autres traces non moins glorieuses de nos conquêtes. Il fallait aplanner la route de la France sous le pas des alliés et effacer en même temps tout ce qui rappelait leurs défaites.

Mais s'il était en leur pouvoir de renverser ces témoignages honorables des victoires de la révolution et de l'empire, ils n'avaient pas celui de diminuer l'éclat de tant de noms chers au pays. Non, ces actes d'un lâche vandalisme ne peuvent rien contre la mémoire de nos grands généraux. Elle a passé dans le culte et les sympathies d'une nation reconnaissante et généreuse. Ces noms impérissables n'ont-ils pas reparus sur l'Arc de l'Étoile ne revivent-ils pas dans nos souvenirs ? Et quel est le soldat français qui n'a pas entendu parler de leurs exploits ?

La restauration elle-même s'associa à l'hommage éclatant que le général Rapp voulait rendre à la mémoire d'Abbatucci. Dans cette pensée nationale il ouvrit une souscription, où l'on vit figurer le nom de nos plus illustres généraux. L'armée attendait le rétablissement de ce que la coalition avait renversé. Il appartenait à la révolution de 1830 d'accomplir ce vœu patriotique. Le monument a été relevé.

FIN.

## ANNONCES.

## FAILLITE.

Par jugement du tribunal de commerce de l'arrondissement de Bastia, département de la Corse, en date du 24 de ce mois, dûment enregistré, le sieur Roch Lucciana, ci-devant entrepreneur de voitures publiques à Bastia, a été déclaré en état de faillite ouverte à partir du 15 mars dernier, et a nommé M. Toussaint Valerj, juge commissaire, et MM. Sylvestre An-

geli, propriétaire, et Denys Gavini, avocat de Bastia, syndics provisoires de la même faillite.

Tous les créanciers de cette faillite sont invités à se présenter en personne, ou par fondé de pouvoir spécial, avec procuration enregistrée pardevant M. le juge commissaire susdit, le samedi 10 du mois d'août prochain, en chambre de conseil du tribunal de commerce précité, deux heures de relevée.

Pour extrait conforme délivré le 26 juillet 1843.

Le Greffier du Tribunal de Commerce résidant à Bastia, A. D. MARIOTTI.

## LES POIS

Le Perdreil pharmacien breveté, classé, qu'on adoucit à la guimauve, suppuratifs, au garou produisent une suppuration abondante et de bonne nature sans causer aucune souffrance comme les Pois d'Inde et d'Oranges si peu actifs et qui par leur dureté et la déformation dans la plaie, la rendent si gênante et très douloureuse. Les Pois Le Perdreil se trouvent dans beaucoup de pharmacies et notamment chez M. Giralt pharmacien à Bastia.

En vente le jeudi 30 juillet 1843.

## DES JÉSUITES,

PAR MM. MICHELET ET QUINET.

1 vol. grand in-18. Prix, 2 fr.

AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS UNIS, quai Malaquais 13, à Paris; et à Bastia chez les Frères Fabiani.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 21 juillet au 3 août 1843.

## ARRIVÉES.

Newcastle, brick, Union, c. Versalle, houille.  
Fiumorbo, go. Conception, c. Gentile, planche.  
Rio, bombarde, St-Charles, c. Padovani, mince.  
Fiumorbo, b. goëlette, Deux Amis, c. Alloué, céréales.  
Macinaggio, gondole, Cœur de Jésus, c. Defen, din, vin.  
Macinaggio, gond. St-Antoine, c. Antonorsi, vin.  
Luri, gondole, St-Joseph, c. Cervoni, vin.  
Pronete, gondole, St-Antoine, c. Giorgi, vin.  
Livourne, mistick, Assomption, c. Thiers, divers.  
Livourne, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.  
Aleria, gondole, Hyver, c. Rebora, blé.  
Pronete, bouf, Conception, c. Berti, planches.  
Toulon, bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Barbarin.  
Marseille, b. à vap. de l'Etat Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau dépêches.  
Ajaccio, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.

## DÉPARTS.

Toulon, b. à vap. Le Var, c. Valzi, dépêches.  
Livourne, bouf, Assomption, c. Stretti, lest.  
Gênes, goëlette, St-Joseph, c. Mecolin, planche.  
Solenzara, ch-marée, Baptista, c. Guaitella, les.  
Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Barbarin, pass.  
Livourne, bouf, Assomption, c. Petit, lest.  
Ajaccio, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.  
Toulon, b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Livourne, mistick, Assomption, c. Thiers, lest.  
Macinaggio, bouf, Conception, c. Berti, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

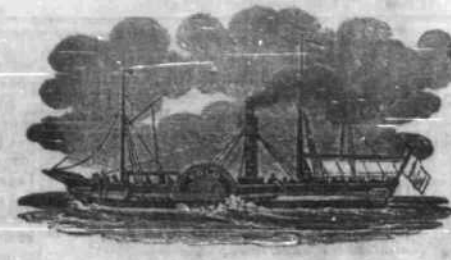
BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 3, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

La question du Port de Bastia, préoccupe vivement, et avec raison, tous les esprits : c'est là que repose l'avenir de notre ville et celui de la Corse tout entière. Aussi nous nous empressons de publier les renseignements nautiques ci-après qui nous sont adressés par un homme de l'art. Nous les publions, sans commentaires et dans le seul but d'éclairer l'administration supérieure au moment qu'elle est appelée à décider de l'avenir maritime et commercial de notre pays.

## CÔTE DE BASTIA.

Cette côte est à couvert des tempêtes causées par les vents compris entre le S-E. et le N-O. passant par l'O.

Elle est exposée aux tempêtes des vents compris entre le N. et le S-E. en passant par l'E.

Du mois de mai au mois de septembre, on ne doit pas craindre des tempêtes. Les navires peuvent jeter l'ancre en rade et y rester en toute sûreté.

Du mois d'octobre au mois d'avril, il faut se méfier du tems : il serait imprudent de mouiller en rade.

Les vents d'E. E-N-E. et E-S-E. sont les vents traversiers du port et de la rade.

Les vents de N. et de N-E. sont traversiers de la rade seulement.

Il a été remarqué pendant cinquante ans, qu'il n'a fait qu'une seule tempête par an, causée par les vents traversiers du port. A des époques plus ou moins rapprochées, de 5 à 12 ans, par exemple, il en fait d'aussi fortes que des ouragans. Cette année, au mois de février, il y en a eu deux de suite et de premier ordre.

Il y a vingt ans, au mois de juillet, le vent d'E-S-E. causa une tempête de quelques heures. Les marins âgés de 80 ans, disaient que c'était un phénomène ; ils n'avaient jamais vu, en effet, un tems pareil. Cet accident ne s'est plus renouvelé depuis en cette saison.

Les vents qui dominent en hiver sont ceux du N. au N-E. Ces vents soufflent avec force, et durent six, dix, et jusqu'à quinze jours de suite. La houle produite par ces vents devient grosse et impétueuse et longe la côte plus ou moins obliquement selon que le vent souffle au N. ou au N-E.

Le promontoire à côté du point où prend naissance le bras extérieur du projet de M. Soleau,

s'élève verticalement à 20, 25 et jusqu'à 30 mètres au dessus de la surface de la mer.

Les houles des vents du N. et de N-E. viennent déferler avec grande violence au pied de ce promontoire, les brisants s'élèvent à 20 et 25 mètres, et la masse d'eau rellue ensuite avec une très grande force.

## PROJETS D'AMÉLIORATION DU PORT DE BASTIA.

Le projet de M. Soleau, comme avant-port, est une dépense tout-à-fait inutile. En hiver aucun capitaine de navire ne serait assez imprudent d'y amarrer son bâtiment, car il ne manquerait pas d'y être surpris par les vents de N. de N-E., E. et même E-S-E. et d'être infailliblement perdu. Pour l'été lesdits travaux sont encore inutiles, les navires étant bien portont.

Comme amélioration du port actuel, c'est à dire pour le rendre plus sûr, le projet de M. Soleau est plus que suffisant, un des deux bras est de trop : l'administration peut économiser au trésor la dépense de l'un des deux ; celui en prolongement du môle réduit à 30 mètres de longueur au lieu de 50 suffirait.

Le contre-projet en courbe, qui prendrait naissance au Bastion et s'arrêterait au musoir du bras projeté par M. Soleau, aurait le même résultat ni plus ni moins, que le projet de M. Soleau.

Ce contre-projet ne pourrait être utilisé, comme avant-port, qu'autant qu'il serait développé sur une longueur de 250 à 300 mètres et serait complété par un brise-lame établi devant la passe, perpendiculairement à la direction des vents de N. et N-E. pour barrer la houle de ces vents.

Ce n'est que complété ainsi, que l'avant port pourra contenir des navires en sûreté.

Reste à savoir maintenant si, pendant le mauvais tems, la mer resserrée entre trois digues, ne produirait pas une tourmente dans la passe, et dans ce cas, si un navire qui s'y trouverait engagé ne serait pas exposé à être jeté sur l'un ou l'autre des musoirs ; car le plus souvent, avec le traversier de l'E. la mer arrive sans presque point de vent.

Ce n'est pas sans dégoût que nous revenons sur l'extension effrayante que prend de jour en jour l'ignoble commerce du remplacement. La presse n'aura jamais assez de blâme, l'opinion des gens d'honneur assez de mépris, pour flétrir comme il convient ces vils marchands d'hommes dont le nom devrait rester comme une injure.

## PRIX D'ABONNEMENT

## POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Etranger . . . . . 24

## PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

Ce n'est pas aujourd'hui seulement que l'Insulaire les a signalés à la réprobation générale. Mais le moyen de faire rongir des êtres aussi dégradés ! Ne sait-on pas qu'ils tiennent à l'argent, beaucoup plus qu'à l'estime du pays ? Aussi nous n'espérons guère de les ramener à des sentiments d'honneur. Toutefois, si l'indignation et l'anathème que nous appelons de nouveau sur leurs têtes, les atteignent sans les relever de l'état d'abjection morale où l'appât de l'or, et la bassesse de l'âme les ont fait tomber, du moins, ces paroles de blâme resteront-elles comme une protestation énergique, comme un éclatant dévouement de la Corse, qui sent le besoin de repudier hantement, et ceux qui se vendent, et ceux qui les achètent : elle n'a pas oublié ces temps, où, comprenant autrement la dignité du citoyen, les insulaires poussaient la fierté jusqu'à refuser, dans les régiments, les places de tambour ! Alors ils marchaient la tête haute, ne demandant d'autre salaire, que la gloire, et anoblissant, par une conduite toujours honorable, le métier du soldat. — Ce n'était pas dans nos villes, ce n'était pas dans les communes de l'intérieur, que l'on venait recruter l'armée de centaines de remplaçants. Qu'eussent-ils dit le provincial et le royal corse, si ces hommes marchandaient sur nos places publiques ou dans les tavernes, se fussent présentés dans leurs rangs ? Avec quel noble dédain ne les auraient-ils pas repoussés ? Que s'est-il donc passé depuis, et par quelle déplorable transformation de nos mœurs et de nos idées, ce commerce dégradant, méconnu naguère au pays, est-il admis et toléré ? Qu'est devenue cette haute opinion de sa personnalité qui formait, jadis, un des traits les plus saillants de notre caractère ? Savent-ils bien ceux qui se vendent tout ce que la portion noble et pure de l'armée leur garde de mépris et de dégoût ?

Nous les conjurons donc au nom du pays et de l'honneur, de repousser loin d'eux tous ces avides spéculateurs, qui les assiegent sans relâche, jusqu'au moment où, brisant sans retour au milieu des orgies du cabaret tous les liens de la famille, ils se laissent entraîner à travers les amères plaisanteries des ans et les justes reproches des autres, devant les conseils de révision du continent. Il serait bien temps que ce trafic honteux cessât. Il est des questions d'honneur et de morale, sur lesquelles, il ne saurait jamais y avoir de dissentiment sérieux entre les divers organes de la presse et les gens de bien. C'est dire en d'autres termes, que nous comptons pour sauver la Corse de cette ignominie,



sur l'appui et le concours de tout ce qu'elle renferme dans son sein de cœurs généreux et de hautes influences; et si jamais ce concert de plaintes et cette unanimité de blâme demeuraient sans effet, que l'on sache bien qu'il resterait une dernière ressource, plus efficace que les autres, et que nous ne balancerions pas à employer, le jour où il nous serait démontré, que, ne tenant plus aucun compte des avertissements de la presse, cette nouvelle classe d'industriels poursuivait avec la même impudence la traite impunie des blancs: cette ressource, c'est la publicité de leurs noms. Les remplaçants sauraient ainsi à qui s'adresser, et la Corse quels sont les hommes qu'elle doit mépriser le plus.

Le *Moniteur* publie un rapport très développé de M. le ministre de l'agriculture et du commerce sur la situation des caisses d'épargne au 1<sup>er</sup> janvier 1841. Voici le résumé de ce rapport :

Le nombre des livrets existants au 31 décembre 1830 était de 351,808. Ce nombre dépassait de 40,045 celui des livrets à la fin de 1839. Il donne, en le comparant au chiffre de la population, 1 livret par 95 habitants.

Ces 351,808 livrets correspondaient à une somme de 162,383,441 fr. 48 c., sur laquelle Paris figure pour 122,028,103 fr. 46 c., et les départements pour 70,355,337 fr. 72 c.

De 1834 à 1841, le nombre des caisses d'épargne s'est successivement élevé, en France, de 70 à 280.

Le nombre des livrets, de 81,714 à 351,808.

Le chiffre du solde dû aux déposants, de 37,015,402 fr. 06 c. à 162,383,441 fr. 48 c.

La moyenne des crédits, de 462 fr. 98 c. à 246 fr. 84 c.

M. Cunin-Gridaine termine son rapport par les paroles suivantes :

« Ces progrès, sire, parlent assez haut en faveur d'une institution qui repose sur la confiance publique, et qui s'honore de la protection de Votre Majesté. Le pays concourt avec une profonde intelligence au développement de cette œuvre si féconde en bons résultats; et l'association croissante des classes laborieuses à la fortune de l'État garantit à la fois leur émancipation sagement progressive et la stabilité des institutions publiques. »

La Corse est la seule aujourd'hui, parmi tous les départements français, qui manque d'une caisse d'épargne si utile et si avantageuse pour les classes du peuple. C'est comprendre les exigences morales de notre époque et répondre à l'un des besoins les mieux sentis que de renouveler le vœu d'en voir établir une dans notre ville, avec des conditions de stabilité et de progrès. Pour cela il faudrait que l'impulsion vint d'en haut et surtout que l'on ne se bornât pas à de simples tentatives, car améliorer le sort matériel des masses, c'est travailler à leur moralisation.

J'allais remercier M. Peraldi, conseiller de préfecture, d'avoir bien voulu confirmer toutes mes assertions sur les points importants de notre controverse, savoir : la désignation, (ignorée même du préfet) qui a été faite du sieur Padovani pour procéder à l'enquête, l'autorisation de la vente, sur la mise à prix de 2,800 fr. et le silence si décisif de la plainte quant à la valeur de la Graticella.

J'allais lui faire observer que ne pas s'arrêter à une opposition, c'est, implicitement du moins, la juger mal fondée.

Que les prétendus crimes imputés au maire de Grosseto et à celui de Quasquara aient été commis l'un, le 17 mars, l'autre, le 10 avril 1841: que tout donc aurait été consommé en l'absence de M. Jourdan.

J'allais dire à M. Peraldi que, s'il n'a pas homologué la vente avant le retour du préfet, le préfet ne l'a pas sanctionnée lui-même avant d'en avoir reçu l'ordre de M. le ministre de l'intérieur, qui peut juger maintenant, la procédure

sous les yeux, de l'exactitude du rapport qu'on a eu l'honneur de lui transmettre, avec le dossier de cette affaire.

J'allais donner l'assurance à M. le conseiller que ce n'était que pour obéir aux prescriptions d'une logique rigoureuse, que j'avais dit un mot de ses relations avec le préfet.

Que, pressé par un devoir sacré, dont j'acceptais encore toutes les exigences, je croyais avoir fait assez pour la circonspection en adoptant la qualification d'adversaire.

J'allais me féliciter avec M. Peraldi de l'heureux changement survenu, depuis, dans ses dispositions à l'égard de son chef; de la nouvelle preuve que vient d'en fournir sa lettre, évidemment inspirée par le dévouement le plus généreux et l'amitié la moins suspecte.

J'allais d'autant plus m'en réjouir, qu'entendu comme témoin, il aura saisi avec empressement l'occasion d'éclairer la justice; d'assigner leur vrai caractère à d'infâmes machinations; de dire aux magistrats, comme il l'a dit à M. le maire de Piediverce, que la Graticella, insusceptible d'exploitation, n'était conséquemment d'une valeur quelconque, qu'il n'en voudrait pas, même pour rien.

J'allais, en un mot, répondre à M. le conseiller de préfecture, avec tous les égards qui sont dus à une haute position, quand une feuille dégoûtante, se surpassant elle-même en cynisme, est venue m'avertir qu'un terrain où l'on rencontre un pareil champion n'était pas fait pour moi.

Je comprends à peine son langage de mauvais lieu; je suis sûr que le mien serait pour lui intelligible.

Si, naguère, le Conseil général s'était ouvert à certaine ambition;

Si, naguère, j'avais fait, au moins, l'aumône d'une tête, ni le préfet ni le magistrat n'aurait l'honneur de ses outrages.

Nous connaissons depuis long-temps ses sympathies et son respect pour la magistrature continentale.

Ce, ce n'est pas ainsi que nous traitons les Corses dans notre belle France!

Qu'il garde ses leçons: que peut-il enseigner ce pâle atrabilaire qui ne sait que haïr?

Si je daignais l'instruire, je lui enseignerais les simples lois de la morale;

Je lui enseignerais un emploi moins honteux de tout le loisir que lui laisse la discrétion de ses clients;

Je lui enseignerais qu'il vaut mieux mille fois être avocat sans cause, homme sans avenir, que folliculaire et calomniateur.

A. JOURDAN.

Conseiller à la Cour Royale de Bastia.

M. le Rédacteur,

J'ai lu, dans un des derniers numéros de votre journal quelques réflexions aussi judicieuses que fondées qui vous ont été communiquées au sujet de la route départementale de Bastia au Cap-Corse.

Permettez-moi de vous faire part aussi des miennes, et de joindre mes efforts aux vôtres pour réveiller l'administration de sa torpeur et appeler son attention sur cet objet important et si digne de toute sa sollicitude.

On l'a dit depuis long-temps et avec raison, la civilisation ne pourra pénétrer dans l'intérieur de notre île qu'autant que les communes rurales seront mises en contact avec les chefs-lieux et qu'il y aura facilité et promptitude dans les communications entre eux. Or, pour arriver à ce résultat, il faut faire des routes nouvelles; il faut améliorer celles déjà existantes ou tout au moins les entretenir en bon état de viabilité. Le gou-

vernement l'a compris et a déjà beaucoup fait pour l'atteindre.

S'il est vrai, comme on l'assure, que le conseil général a voté dans l'une de ses dernières sessions des fonds pour pousser la route du Cap-Corse jusqu'à un point très rapproché du hameau de Lavasina, comment se fait-il que les travaux ne soient menés pendant toute l'année dernière, si ce n'est menés pendant celle-ci avec tant de mollesse et de lenteur? Comment se fait-il surtout que ces travaux aient été brusquement abandonnés et la route laissée au point où ces travaux s'arrêtèrent dans un état tout-à-fait impraticable?

Il est un autre fait qui mérite aussi d'être signalé, car il intéresse à un très haut degré la solidité de cette route et par conséquent la sécurité de nombreux voyageurs qui la parcourent. Je veux parler de l'extraction qu'on fait, au lieu dit *Potacchi*, des pierres employées pour la jeter en construction à Bastia. Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se fait en cet endroit pour être véritablement effrayé. En effet, la route est taillée à pic sur un précipice de plus de 500 pieds de hauteur, elle n'a pas de point d'appui et est sapée à sa base par la mer. Or il est impossible qu'un peu plutôt ou un peu plus tard il n'y ait pas en cet endroit quelque éboulement, et cela arrive, quels malheurs ne peut-on pas alors à déplorer!...

On a aussi grandement raison, M. le Rédacteur, d'appeler l'attention de l'administration supérieure et locale sur la vieille route du Cap-Corse et spécialement sur la partie qui sépare Bastia des communes de Brando, Sisco etc. Les négligences de l'administration à cet égard sont pour nous un sujet de vive inquiétude. Non seulement on néglige de la faire entretenir et d'y employer les fonds que la loi met à la disposition des maires, mais on ne prend pas même la peine d'obliger les propriétaires riverains à entretenir les murs qui la séparent de leurs propriétés. Ces murs, tous construits en pierres sèches tombent en ruine sur presque tous les points et obstruent la route de manière à la rendre impraticable. D'un autre côté les arbres et les haies de ces mêmes particuliers, que ceux-ci ne prennent pas la peine de tailler, étendent leurs rameaux sur les routes et en obstruent la plus grande partie.

Kouin, dans certains endroits, on ne laisse aucun écoulement et de là des mares et des trous parfois très dangereux pour les piétons et les chevaux.

Si à ces inconveniens, qu'il serait si aisé de faire disparaître, on ajoute les dégradations qui s'opèrent par suite des accidents atmosphériques et par la nature des lieux, on comprendra aisément que cette route soit devenue presque impraticable et très dangereuse. Cependant, comme fait remarquer votre journal, elle est destinée à servir long-temps encore aux communications, entre Bastia et le Cap-Corse, communications qui deviennent de jour en jour plus fréquentes et plus nécessaires. Dès-lors n'est-il pas indispensable de l'entretenir au moins en état de viabilité, ou ne veut pas l'améliorer?

Il y a donc négligence, négligence coupable, de la part de l'administration sur ce point. Chargée de veiller à l'exécution des lois et d'assurer par elles la prospérité du pays, elle devrait y montrer un peu plus vigilante et s'occuper plus activement des besoins. Il serait bien sur tout que MM. les maires se pénétrassent des devoirs qu'ils ont à remplir envers leurs administrés et qu'ils les remplissent en conscience plutôt que de se livrer aux écarts et de commettre les injustices et les fraudes qu'on est en droit de leur reprocher en matière électorale. Ces écarts, ces injustices et ces fraudes ont été poussées si loin dans certains

communes, entr'autre dans celle de Brando, qu'il est impossible de qualifier la conduite des autorités locales dans cette circonstance. Je pourrais à ce sujet citer des faits graves et incontestables, mais j'aime mieux me taire et laisser au temps et à l'opinion publique le soin de faire justice.

Agréé etc.

Un de vos abonnés.

Par décision du 4 courant, le Conseil d'État, à l'unanimité, a rejeté la demande qui avait été formée contre M. le Préfet de la Corse.

Nous devons dire au *Progressif* qu'il est faux que nous ayons reçu la lettre de M. Peraldi plusieurs jours avant de mettre sous-press. Cette lettre nous est parvenue le vendredi 28 juillet après midi lorsqu'il y avait impossibilité de l'insérer dans le N° qui allait être publié.

Jeudi dernier il a été célébré, dans l'église paroissiale de St-Jean, un service funèbre pour le repos de l'âme de S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, auquel ont assisté toutes les autorités civiles et militaires.

Tous les jours nous recevons de vives réclamations excitées par les bruits que l'on se plaît à répandre au sujet de la composition du personnel du Collège royal. Nous aimons à croire ces bruits mal fondés, et certes ils n'ôtent rien à notre confiance dans la droiture et l'impartialité de M. l'inspecteur Ozaneaux. Il prend d'ailleurs trop d'intérêt à l'avenir du collège pour ne pas mettre dans la proposition des fonctionnaires de cet établissement, l'expérience et l'esprit de justice qui le distinguent.

Nous appelons l'attention de l'autorité sur l'ancien braconnage auquel se livrent une foule de chasseurs au moment que la chasse n'est pas ouverte. Il est pénible pour nous d'être obligés de formuler toutes les années les mêmes plaintes et toujours infructueusement.

Le 1<sup>er</sup> et le 2 de ce mois a eu lieu à l'établissement des Sœurs de St-Joseph, la distribution annuelle des prix. Le 1<sup>er</sup> jour on a couronné les demoiselles du pensionnat, et le 2<sup>o</sup> jour les externes. Les deux fêtes ont été on ne peut plus brillantes. On entra d'abord dans la salle où étaient exposés des ouvrages manuels de tout genre, des fauteuils en tapisserie et en velours, des tabourets, des tapis, des tableaux, des bouquets de fleurs artificielles et une infinité d'autres objets dont la description serait trop longue, le tout d'une exécution finie qui ne laissait rien à désirer. On passait ensuite dans une vaste cour, où l'on avait dressé une espèce de théâtre. Les bonnes Sœurs avaient combiné des pièces qui étaient à la fois de grandes leçons de morale et un résumé de toutes les matières patroulées pendant l'année. Ces pièces ont été exécutées à la grande satisfaction d'une réunion nombreuse, en tête de laquelle on remarquait M. le Maire, les curés des deux paroisses, d'autres membres du clergé, des magistrats, d'autres notabilités de la ville, et beaucoup de dames. On a été frappé des progrès des élèves, de leur tenue, et de la pureté de leur accent. On a été étonné surtout d'entendre des demoiselles qui n'avaient quitté le village que depuis trois mois, parler notre nouvelle langue comme si elles y étaient familières depuis long-temps et presque comme si elles y étaient nées.

Après des résultats si sensibles, inutile de

à étaler en éloges qui blessaient d'ailleurs la modestie de nos religieuses. L'établissement a fait de jolies preuves. Plus d'une famille goûte déjà des fruits inestimables de cette éducation si solide et si variée, dirigée par les épouses du Christ. Nous nous bornons donc à bénir encore une fois la pensée si chrétienne et si philanthropique qui a doté notre ville d'une maison si précieuse, et des efforts soutenus avec un aussi admirable dévouement.

## Nouvelles Diverses.

Voici la série des questions que le ministre de l'agriculture et du commerce, par une circulaire en date du 5 de ce mois, a chargée les préfets de soumettre aux conseils-généraux, lors de leur prochaine réunion: 1<sup>o</sup> S'il ne conviendrait pas d'accorder aux propriétaires des terrains irrigables le droit de faire passer les eaux sur le terrain d'autrui? 2<sup>o</sup> Comment devrait être réglé l'exercice de ce droit? Quelles devraient être ses limites et comment il faudrait garantir les droits des tiers? 3<sup>o</sup> Quel est le meilleur emploi à faire des biens communaux? Faut-il les laisser tels qu'ils sont aujourd'hui ou les louer à court bail, ou bien les partager et les vendre? 4<sup>o</sup> La vaine pature et les parcours doivent-ils être supprimés? Dans le cas de l'affirmative, quelles seraient les meilleures mesures à prendre? 5<sup>o</sup> Quelles dispositions devraient être prises pour favoriser puissamment le relèvement de la France, principalement sur les terrains en pente et les landes? 6<sup>o</sup> Par quelles mesures législatives pourrait-on assurer la conservation de la propriété forestière contre les abus du maraudage et les dévastations causées par les animaux?

— On écrit de Beaune, à la date du 24 juillet, au journal de Lyon :

« La foire de Beaune est une des plus mauvaises que j'aie vues depuis bien d'années. Il y a un malaise général causé en partie par le peu de consommation en rapport avec l'existant des marchandises, et surtout par la facilité des productions de nos fabriques, qui se trouvent dans la nécessité de s'arrêter complètement, ayant depuis près de deux ans constamment restreint leur fabrication.

« A part quelques Italiens, il n'y a pas d'étrangers; pas un seul négociant espagnol n'est venu. Quelques religieux, en costume de l'ordre de Saint-Augustin, vendent, sur les places et dans les rues, des reliques, des madones, des livres, et distribuent un prospectus pour l'enrôlement de jeunes gens des deux sexes âgés de 21 ans.

« Les quadruples d'Espagne à 84 et 84 fr. 25 c. sont recherchées par quelques maisons qui les expédient au Brésil. Cette opération offre un bénéfice de 10 o/o à l'expéditeur. C'est fâcheux d'en être réduit à exporter de l'or pour ne recevoir en échange que des produits. »

Déjà l'année dernière la foire de Beaune n'avait pas été brillante, et quoique l'on s'attendît généralement à ce que celle de cette année ne présenterait que des résultats peu satisfaisants, il était cependant difficile de penser que les prix y seraient aussi comme ils l'ont été.

On peut attribuer à deux causes cette fâcheuse position des affaires :

D'abord le mauvais temps qui a constamment régné dans le Midi comme dans le Nord, a empêché les nombreux correspondants qui viennent chaque année faire leurs achats à Beaune, d'écouler leurs assortiments du printemps; de là les besoins presque nuls, la mévente, et par suite le découragement augmenté par la baisse des prix.

D'un autre côté, un grand nombre de maisons de Paris, gorgées de marchandises dont la mévente avait encombré les magasins, sont encore venues cette année à Beaune avec l'intention de solder, n'importe le prix. Parmi ces maisons, on n'a pas été peu surpris d'en voir figurer certaines dont on a fait la liquidation, l'an passé, en foire, ou qui, dès leur retour à Paris, ont convoqué leurs créanciers.

Voilà quelles sont les causes qui ont le plus contribué à rendre les affaires difficiles et ruineuses.

Ainsi, les calicots, les toiles de coton, les impressions, les lainages, stoffes, mérinos, etc., ont été vendus à des prix excessivement bas, qu'il est impossible de pouvoir faire établir en fabrique.

— L'extrême importance qu'on attache aujourd'hui à tout ce qui se rapporte à la navigation à vapeur, donne un intérêt d'actualité aux efforts tentés par les Anglais pour l'étendre par des perfectionnements continus.

M. Brunel fils est chargé de la construction d'un immense navire à vapeur en fer, de 97 m. 53 de long; 19 m. de plus que le plus grand vaisseau à voiles. Son tonnage est de 3,600 tonnes. Il aura six mâts pouvant être abattus sur le pont, excepté le grand mât.

Quatre machines, d'ensemble 1,000 chevaux de force, alimentés par 24 foyers consommant 70 à 80 tonnes de charbon par jour, impriment le mouvement à une vis d'Archimède de 5 mèt. de diamètre.

Le navire est divisé en 4 compartiments par des cloisons en tôle qui le relient et renforcent la membrure. La tôle du bordage a 0 m. 0158 d'épaisseur. Celle des autres parties 0 m. 0087.

On espère qu'il pourra gagner 2 ou 3 jours sur la plus courte traversée faite jusqu'à ce jour, à cause du peu de surface qu'il présente au vent. Il sera construit et équipé pour a mill. 268,000 f.

Les expériences faites sur les navires en fer ont démontré que le boulet y faisait un trou rond et net, beaucoup plus facile à boucher que les trous irréguliers formés dans les murailles de bois. Pour mettre les machines à l'abri des boulets, on a proposé de placer le charbon dans des soutes latérales, entre les machines et la coque.

— Les États-Unis commencent leurs grands travaux en 1817. Ce fut le 4 juillet, jour anniversaire de l'indépendance, que le premier coup de pioche fut donné sur le canal Erie. Aujourd'hui, les États-Unis possèdent 10,185 kilomètres de canaux; 14,602 kilomètres de chemins de fer; en d'autres termes, eu égard à la population, cela donne, par million d'habitants, 597 kilomètres de canaux et 856 kilomètres de chemins de fer, c'est-à-dire encore que l'Amérique du Nord a quatre fois autant de canaux que l'Angleterre, et trois fois et demie autant que la France; qu'elle possède en chemins de fer dix-sept fois ce qu'il y a en France, et six fois et demie ce qu'il y a en Angleterre. La somme des canaux exécutés ou commencés en Angleterre et chez nous, est de 8,560 kilomètres, et celle des chemins de fer de 5,750 kilomètres. Ainsi, les États-Unis ont fait plus à eux seuls, depuis 1817, que l'Angleterre et la France, dont les populations réunies sont si supérieures aux siennes, n'ont fait depuis le commencement des temps. Sur tous ces travaux, les gouvernements, en Amérique, en ont bien exécuté les neuf dixièmes.

## Espagne.

Du 3 août. — Le chef politique Collantes n'ayant pas pu obtenir de la junte la mise en liberté des modérés emprisonnés est parti pour Madrid le 31 juillet.



La junte a formé un bataillon de 600 volontaires, dans le seul but d'avoir une troupe sur laquelle elle pût compter. Il n'y avait rien de particulier à Barcelonne le 1<sup>er</sup>.

La nouvelle du bombardement de Séville, arrivée le 30 juillet à Valence, a produit une irritation extrême. On craignait de sanglantes réactions.

Le gouvernement étant organisé à Madrid, les jupes de Valence devaient se dissoudre ce jour-là. Du 4. — La garnison des forts de la Seu d'Urgel s'est prononcée. Rien de particulier à Barcelonne.

— Le régiment poursuivi par le général Concha qui était à la tête de 500 cavaliers, n'a échappé que de quelques minutes en prenant un bateau à Ste-Marie. Il a gagné Cadix où il s'est embarqué sur le vaisseau anglais le *Malabar*.

Cadix est toujours bloquée par la frégate la *Constitution* et plusieurs autres petits navires.

## ANNONCES.

## AVIS AU PUBLIC.

Le 15 septembre prochain à une heure de relevée, il sera procédé dans la salle des conférences de l'hôpital militaire de Bastia, à l'adjudication de la fourniture des denrées et autres objets de consommation nécessaires aux malades pendant l'année 1844. On pourra prendre connaissance dans les bureaux de la sous-intendance militaire et dans ceux de l'officier comptable dudit établissement, du cahier des charges dans lequel se trouvent mentionnées la nature et la qualité des objets à livrer et les obligations de l'adjudicataire. Le marché qu'il aura souscrit sera soumis à l'approbation définitive de M. le ministre de la Guerre.

Bastia, le 8 août 1843.

Le Sous-Intendant Militaire de 1<sup>re</sup> classe,  
SEGONNE.

## BENIGNI DE REVEU.

RUE LONGUE DES CAPUCINS N° 1, MARSEILLE.

Le nouvel établissement du service des paquets-poste entre la Corse et le continent français par Marseille, lui fait prendre la liberté d'offrir à ses compatriotes son concours pour le transit de leurs marchandises.

Les soins activement soutenus, qu'il promet de donner à cette spécialité et l'économie des frais, seront de suffisantes garanties pour la confiance qu'il sollicite et qu'il s'efforcera de mériter.

## RAPPORT

FAIT AU COMITÉ DU COMMERCE  
SUR LE

RECUEIL DE TOUTES LES FORMULES DES ACTES  
DE LA JURIDICTION COMMERCIALE DE TERRE  
ET DE MER,

De M. MARIONNI, greffier du tribunal de commerce  
de Bastia (Corse).

La formule est le résumé pratique des dispositions de la loi relativement à l'acte qu'on se propose de rédiger. Il semblerait donc au premier abord que tout jurisconsulte connaissant ces dispositions est capable de bien rédiger une formule. Cependant il n'en est pas ainsi : la formule est, comme tous les arts et toutes les sciences, le résultat de l'expérience et de la collaboration

d'un grand nombre de praticiens, et tous les légistes savent fort bien qu'ils seraient le plus souvent très embarrassés pour rédiger un acte s'ils n'avaient pas sous les yeux un modèle de sa formule, ou s'ils ne la connaissaient pas de mémoire.

Les actes de la juridiction commerciale sont très multipliés, et leurs formes ne sont pas en général très connues. Nous considérons donc comme un service rendu au commerce l'œuvre de M. Marionni. Les formules qu'il publie dans son manuel nous ont paru puisées à de bonnes sources, et l'expérience qu'il doit à ses études et à ses fonctions lui a permis de les améliorer. C'est un ouvrage utile que le comité recommande au commerce.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

DICTIONNAIRE Apostolique à l'usage de MM. les Curés des villes et des campagnes, et de tous ceux qui se destinent à la chaire, par le P. Hyacinthe de MONTANGON, prédicateur du roi, aumônier et prédicateur ordinaire du roi de Pologne; nouvelle édition, revue et corrigée par une société d'ecclésiastiques. 10 vol. in-8, papier fin. Prix du vol. br. 3 fr. 75 c.

DICTIONNAIRE italien-français et français-italien, rédigé d'après les Dictionnaires de l'Académie de la Crusca, de l'abbé Alberti de Villeneuve, de Gurmion et Manni, de Veneroni, de Martinelli, etc., et ceux de l'Académie française, de Nodding et Verger, de Boiste, de Gattel, de Restaut, etc., comprenant les principaux termes techniques de marine, jurisprudence, chimie, physique, botanique, médecine, anatomie, architecture, et en général de toutes les sciences et des arts; les acceptions de mots au propre et au figuré; les définitions nouvelles; une synonymie complète; les phrases et les expressions proverbiales les plus usitées; des tableaux raisonnés des conjugaisons des verbes, tant réguliers qu'irréguliers; des vocabulaires de géographie, des noms propres, etc., de plus de cinq mille mots de la langue usuelle, omis dans la plupart des dictionnaires de ce genre; par M. Morlino. Cinquième édition. 2 vol. in-8, d'environ 1300 pages, relié. 14 fr.

DICTIONNAIRE français-grec, composé sur les meilleurs dictionnaires français-latins, enrichi d'un vocabulaire des noms propres, et d'une table très-complète de tous les verbes irréguliers et difficiles, par MM. Alexandre, inspecteur-général des études; Planche, professeur de rhétorique au collège de Bourbon; Defauconpret, directeur du collège Sainte-Barbe. Nouvelle édition entièrement refondue, imprimée en caractères neufs sur papier grand raisin. 1 fort vol. grand in-8°, rel. 17 fr.

DIURNALE *romanum*, augmentée de l'office de tous les saints nouveaux, corrigé avec un grand soin par MM. les éditeurs de la *Liturgie romaine*; imprimé (sur une édition Elzévir) sur papier grand raisin vélin superfin, en caractères neufs. 1 vol. in-32 rel. 4 fr.

ÉLÉMENTS (nouveaux) de Philosophie, par l'abbé Doney, ancien professeur de philosophie au séminaire de Besançon. 2 vol. in-8°, brochés. 12 fr.

ESSAI sur l'indifférence en matière de religion; par F. de Lamennais. 5 forts volumes in-12, brochés. 8 fr.

CODE CIVIL, commenté dans ses rapports avec la théologie morale; par M. l'abbé Gousset, archevêque de Reims, ancien directeur au séminaire de Besançon. Troisième édition, revue et considérablement augmentée. 1 fort vol. in-18 br. 7 fr.

CONCORDANTIAE Bibliorum Sacrorum vulgatae editionis, emendatae multoque prioribus auctoritate, emendatae, accuratissime denique colligatae et cum omnibus Bibliorum textibus conferente F. P. Dutripion, professore theologiae perito. Opus dicatum D. De Quelen archiepiscopo Parisiensi. Un beau vol. in-4 de plus de 1500 pages, relié. 32 fr.

## VARICES

BAS ELASTIQUES Le Perdriel, sans ceints ni lacets se mettant et s'ôtant comme des bas ordinaires. Ils compriment méthodiquement les vaisseaux variqueux, les dégorgent peu à peu, de manière à espérer la guérison d'infirmités jugées jusqu'à présent incurables. Pharmacie Le Perdriel faubourg Montmartre 78 à Paris. (Affranchir.)

## AVVISO.

È stato consegnato dalle guardie campestri nella fiera del comune di Bastia, una giumenta alta un metro e dodici centimetri, di pelame nero, marcata della lettera G sui fianco diritto.

Il proprietario di detta giumenta dovrà dirigersi fino al 16 corrente dal Signor Cipriano Cipriani, impresario del mercato, dopo la qual epoca sarà venduta all'incanto pubblico.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 3 au 9 août 1843.

## ARRIVÉES.

Marseille. brick-goëlette la Corse, c. Sisco, div. Marseille. goëlette la Constance, c. Rogliano, div. Portovecchio. bombarde la Jeune-Octavie, Bocognano, écoute et bois.

Toulon. bat. à vap. le Var, c. Valzi, div. et pass. Portovecchio. chasse-marrée la Baptiste, c. Guaitella, bois.

Arles. mistick la Conception, c. Bonelli, diverses. Livourne. mistick l'Assomption, c. Thiers, div. Livourne. bat. à vap. le Télégraphe, c. Lota, boeufs. Macinaggio. gondole la Conception, c. Damiani, v. Civitavecchia. gondole St-Vincent-Ferreri, c. Verdini.

Aleria. gondole le St-Erasme, c. Semidei, blé. Marseille. brick-goëlette l'Assomption, c. Oliva, diverses.

Marseille. bat. à vap. de l'État le Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

## DÉPARTS.

Livourne. mistick l'Assomption, c. Thiers, lest. Livourne. bat. à vap. le Télégraphe, c. Lota, pass. St-Pellegrino. gond. l'Hyver, c. Rebora, lest.

Marseille. bat. à vap. de l'État le Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

Propriano. brick Union, c. Versalle, lest.

A la mer. goëlette de l'État l'Étoile, c. Jugan, lieutenant de vaisseau.

Calvi. br.-goëlette la Ville de Bastia, c. Zanzi, l.

Le Gérant: N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Étranger . . . . . 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

## Bastia.

Chaque jour ce sont de nouveaux bateaux à vapeur qui sillonnent, en tous sens, le vaste bassin de la Méditerranée. On en voit qui, faisant périodiquement le tour de l'île, ouvrent comme une route nouvelle à travers la mer et rapprochent, dans un intérêt commun de commerce et de civilisation, ce que de grandes distances ont séparé.

D'autres conduisent les voyageurs de Bastia à Marseille en bien moins de temps qu'il n'en fallait naguère pour se rendre d'une ville à l'autre du département. La rapidité des communications est telle, que l'on déjeûne à Bastia et l'on dîne le soir à Livourne. Les vieillards de l'intérieur surtout ne reviennent point de leur surprise et sont tentés de prendre pour un récit fabuleux tout ce qu'on raconte de la fréquence et de la promptitude des relations entre la Corse et la terre ferme, des agréments et de la sûreté de la navigation, des rapports nombreux et suivis que le commerce ou le goût des voyageurs établit chaque jour entre les deux peuples. Cela se comprend. Demeurés stationnaires au milieu du mouvement général, et vivant dans le passé beaucoup plus que dans le présent, ils se croient encore à l'époque, où, réveillant dans leur âme le sentiment de l'infini, l'aspect de la mer y faisait naître, avec la vague pensée de la mort, le besoin de régler les affaires de ce monde; et qu'on ne dise pas que nous exagérons.

Que l'on songeât à tester avant de quitter le rivage, c'est un fait qui nous a été garanti par de vieux notaires. D'ailleurs, pourquoi s'en étonner? Qui ne sait que les bâtiments de transport, presque toujours d'une frêle construction, n'offraient pas, comme de nos jours, toutes les conditions de solidité et de commodité. C'étaient pour la plupart de faibles, d'étroits navires. Aussi l'on conçoit parfaitement que les plus intrépides voyageurs, et le nombre parmi nous n'en était pas considérable, ne fussent guère tentés de s'y aventurer. L'expression de ces craintes si vives, si générales, alors se retrouve dans les mots de ce passager d'un village de l'intérieur, demandant avec une visible émotion au capitaine, s'il n'y avait pas de confesseur à bord de son navire. C'est que l'imagination frappée des périls de la mer, on ne voyait, on ne réfléchissait qu'à une chose, savoir, qu'entre la vie et l'éternité, il n'y avait que l'épaisseur d'une planche. Aujourd'hui, on ne comprendrait plus toutes ces vieilles alarmes. C'est en riant, c'est avec une en-

tière sécurité que l'on prend le chemin du port. On dirait que l'on part pour une partie de plaisir ou de chasse dans une campagne voisine. Ce ne sont plus des séparations attendrissantes, parce que l'heure du retour, fixée d'avance, rassure l'ami et tranquillise l'amour.

Eh! bien tous ces précieux avantages, nous les devons en grande partie à la navigation par la voie de la vapeur. Le nouveau service des paquebots de l'État en promet de plus grands encore. Il est seulement à regretter que le prix des places ait été fixé à un taux trop élevé. Cependant l'établissement de ces magnifiques steamers est un nouveau bienfait de la part du gouvernement. C'est ainsi que s'accomplira bientôt le plus cher de nos vœux, la complète fusion des intérêts entre la France continentale et la France insulaire. Tel qui, à la seule annonce de venir parmi nous, éprouvait un vif serrement de cœur, demandant maintenant à y aller. Sa famille aussi le voit partir avec moins de regret. La régularité du service des dépêches, et la possibilité de pouvoir le rejoindre dans le plus court délai, adoucissent considérablement les chagrins de l'absence. On sait que devant la vapeur, la barrière de la Méditerranée s'abaisse et disparaît. Mais il reste un dernier obstacle : c'est un port trop étroit et mal sûr. Les gros bâtiments, si grande que soit l'habileté des capitaines, n'en approchent jamais, sans de secrètes inquiétudes. Si le commerce de la Corse ne prend pas un plus rapide essor, c'est parce qu'il est comme emprisonné dans ce qu'on a raison d'appeler une mauvaise crique. Pour se développer, la navigation a besoin de sécurité, et il en est du commerce maritime et extérieur, comme de l'homme dont la croissance exige de l'air et de l'espace.

Le mouvement ascensionnel que l'on remarque toutes les années dans les affaires commerciales de notre ville se révèle aussi par les recettes de la douane, dont nous donnons plus bas le relevé. Le gouvernement doit enfin comprendre que la création d'un nouveau port à Bastia est devenu indispensable et que son ajournement ne pourrait que ralentir le développement que prennent tous les jours nos relations avec le continent. Le besoin d'augmenter notre marine marchande est devenu tellement impérieux que malgré l'exigence de notre crique, malgré les dangers qui menacent la fortune des armateurs, cinq navires d'un fort tonnage se trouvent sur les chantiers et seront bientôt lancés à la mer, mais où s'abriteront-ils, lorsque la mer sera orageuse?

C'est au gouvernement, éclairé par l'administration des ponts et chaussées, à résoudre cette question.

DOUANE DE BASTIA.

Recettes.

1<sup>er</sup> Semestre 1843 . . . 178,944 f. 52 c.  
id. 1842 . . . 116,999 87

Excédant en faveur de 1843 . 61,944 65.

Mois de Juin 1843 . . . 57,280 f. 35 c.  
id. 1842 . . . 30,337 87

Augmentation . . . 26,942 48.

UN DERNIER MOT SUR L'AFFAIRE DE QUASQUARA.

M. Cauro (Félix) était intéressé, pour un tiers, dans la totalité des acquisitions. Nous avons dit que ce tiers fut cédé, par acte authentique, à M. le baron Cesari, pour la somme de 13,500 fr.

Si l'association eût été criminelle; si un Préfet avait été l'un de ses membres, eût-il été nécessaire de céder ce tiers pour se procurer une pareille somme?

Eût-on consenti à partager avec qui que ce fût les bénéfices qu'on se promettait?

Eût-on jamais, surtout, introduit dans la société M. le Baron Cesari, dont la délicatesse, la haute moralité et les liens de famille sont connus de toute la Corse?.....

VÉRACITÉ DES TÉMOINS A CHARGE.

Quilici (Pierre) a été entendu le 20 janvier 1842 (n° 5 1<sup>er</sup> témoin.)

S'il a dit vrai, il n'y a pas eu d'enlèvement; le procès-verbal qui les constate est évidemment entaché de faux.

A-t-il dit vrai?

Le 14 juin 1841, Quilici (Jean-Baptiste) adresse sa plainte à M. le procureur du roi d'Ajaccio. Il ne désigne, pour tous témoins, que Mannoni, son fils et son gendre. Pas un mot de Quilici (Pierre), dont le témoignage, s'il était sincère, serait si décisif, car, à l'heure où les opérations auraient eu lieu d'après le procès-verbal, il se serait trouvé chez le muise : il n'y aurait pas eu d'adjudication.

Quilici (Pierre) explique comment du hameau qu'il habite il s'est rendu dans celui où le maire a son domicile : c'est Mannoni dit-il, qui, ne connaissant pas le chemin, l'a prié de l'accompagner.



L'imposture est-elle flagrante? — Mannoni lui-même est de la commune de Quasquara !.....

Ad uno disco omnes.

— On nous annonce de nouvelles injures. Quelles qu'elles soient, nous les livrons à la conscience publique.

La colère ne nous est plus permise aujourd'hui : le 4 du courant, le Conseil d'Etat (Comité de législation), le 9 du même mois, le Conseil d'Etat (toutes les sections réunies sous la présidence de Monsieur le Garde des Sceaux) a rendu, *unanimement*, au Préfet de la Corse la plus éclatante justice.

Notre but est atteint, notre tâche accomplie. Nous quittons l'arène où des devoirs arduels nous avaient fait descendre. Nous remontons, enfin, sur notre siège de magistrat.

A. J.

Par ordonnance royale sous la date du 7 août, M. Poli procureur du roi, près le tribunal civil d'Ajaccio, a été nommé Conseiller près la cour royale de Bastia en remplacement de M. Olivetti admis sur demande à faire valoir ses droits à la retraite et nommé Conseiller honoraire.

— Par ordonnance royale de 3 juillet dernier, l'église de Villanova section de la ville d'Ajaccio, et celle de la commune de Riventosa ont été érigées en succursales.

Ce nouveau bienfait du gouvernement a été accordé sur la proposition de Mgr. l'évêque d'Ajaccio et de M. le préfet de la Corse.

— Par arrêtés de M. le ministre des finances en date du 24 juillet dernier, M. Mariotti, Paul-César, percepteur-surnuméraire a été appelé aux fonctions de percepteur de Zicavo, en remplacement de M. Gaudiani démissionnaire; et M. Germain, Alfred-Charles-François, a été nommé percepteur-surnuméraire en remplacement de M. Mariotti.

Encore un redoutable bandit de détruit; c'est le nommé Antonini, de la commune de Marignana, depuis long temps la terreur des cantons environnants. Depuis quatre mois le voltigeur Poli Jean-Martin, de la 4<sup>e</sup> compagnie, en subsistance à la première, était à la poursuite de ce malfaiteur et n'a eu de repos que lorsqu'il l'a pris ou tué. Le 4 au soir, il sait qu'Antonini devait se rendre à Renno; seul il affronte le péril. La rançon ne tarde pas à avoir lieu et les personnes qui accompagnaient le bandit n'intimidaient pas le voltigeur. Sommé de se rendre, Antonini répond par deux coups de fusil dont l'un rate et la balle de l'autre va traverser la veste de Poli; celui-ci riposte soudain, le premier coup blesse le bandit et le second le tue.

(Journal de la Corse)

Le bateau vapeur le *Télégraphe* partira de Bastia pour Ajaccio le soir du 23 courant; le 24 au matin il relâchera à l'île-Rousse et Calvi et sera à Ajaccio de midi à une heure; le 25 partira pour Bonifacio relâchant à Propriano. Le 26 au matin repartira de Bonifacio pour Propriano et Ajaccio où il arrivera vers 3 heures après midi; à 7 heures du soir, du même jour, partira d'Ajaccio pour Bastia relâchant à Calvi et l'île-Rousse, et arrivera à Bastia le 27 de midi à une heure.

Pour faire ressortir l'énormité des charges qui pèsent sur le peuple irlandais, au bénéfice du clergé protestant, M. James Mills s'est livré à un travail consciencieux; il a fait, par exemple, un relevé de tous les revenus du clergé dans plusieurs pays du monde, et c'est de la comparaison de ces différents revenus avec les exigences du clergé protestant d'Irlande, que résulte la différence révoltante que nous allons signaler. — Il

existe en Irlande tout au plus 500,000 habitants qui appartiennent à l'église anglicane; voyons donc ce que le culte d'un pareil nombre d'habitants coûte dans les autres pays, sans acception de religion : En Russie, par 500,000 habitants 187,500 fr., en Autriche 625,000, en Allemagne 750,000, en France 425,000, Amérique (Nord) 750,000, Amérique (Sud) 375,000, Suède 875,000, Danemark 875,000, Hollande 1,000,000, Espagne et Portugal 1,250,000. — Ces calculs, qui sont rigoureusement exacts, établissent un revenu en moyenne de 675,000 fr. pour 500,000 habitants. Si donc le clergé protestant en Irlande n'était pas privilégié, son budget ne dépasserait point ce chiffre, et en admettant un pasteur pour 300 familles, ce pasteur aurait droit à un salaire annuel de 2000 fr. Mais M. James Mills veut tenir compte aux Ministres de la religion réformée de leur qualité de membres de l'église officielle, et dans un plan de réforme qu'il développe, il accorde aux protestants en Irlande un pasteur pour 100 familles; il propose de leur allouer un salaire de 7500 fr. par an, et une maison confortable; de plus, pour les évêques ou autres dignitaires de l'église, il pousse la libéralité jusqu'à leur accorder 1,200,000 fr. Ceci admis, on pourrait établir le budget de l'église anglicane en Irlande ainsi qu'il suit : Salaire des pasteurs 7,835, 000 fr. Rentes des maisons 50,000; pour les évêques 1,200,000 — Total 9,085,000 fr. pour environ 1000 ecclésiastiques; c'est-à-dire qu'ils seraient douze fois plus rétribués en moyenne que le même nombre d'ecclésiastiques dans toutes les autres parties du monde. — Aujourd'hui les prétentions de l'église anglicane sur l'Irlande s'élèvent à 8,135,537 l. st. soit 203,387,425 fr. — A déduire 9,085,000 — Différence 194,302,425 fr. — D'où il résulte que le clergé protestant, étant rétribué quatre fois plus que le clergé catholique en Irlande, et quinze ou vingt fois plus que dans plusieurs pays de la chrétienté, il pourrait être fait remise au peuple Irlandais de plus de cent cinquante millions. — Pour rendre encore plus sensibles les justes griefs du peuple Irlandais contre la religion de la minorité qui les opprime, il faut savoir que en Irlande, au contraire, où il n'y a que 763 ministres de la religion anglicane, il existe 22 évêques. On pourrait en outre citer plusieurs dignitaires de l'église qui l'Angleterre qui compte 9,991 pasteurs n'a que 24 évêques; au jamais paru en Irlande. Il en est un, entr'autres, qui habite l'Italie depuis quatorze ans, qui touche 130 mille francs par an, et qui a eu l'audace d'adresser, il y a quelques années, une pétition à la Chambre des Communes pour réclamer un salaire annuel de 1500 fr., en faveur de l'unique pasteur qui desservait une paroisse de son diocèse.

— Des documents irrécusables établissent que, contrairement aux lois de l'équité, 763 ministres résidents de l'église anglicane, absorbent à eux seuls en Irlande un revenu plus considérable que celui qui était perçu en 1787, chez nous, par tout le clergé et toutes les corporations religieuses réunies. Et pourtant alors nous comptions dans notre pays 78,015 moines, 79,972 religieuses, 241,989 séculiers, et enfin 60,302 cures; ensemble 460,078 religieux. La révolution Française a eu pour cause, ou plutôt pour prétexte, les exigences de ces 460,000 religieux, qui coûtaient moins à la France, pays considérable et riche, que les 763 ministres de la religion de la minorité ne coûtent à la pauvre Irlande.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Le 30 juillet à 6 heures, à Neuilly, la cérémonie de la transcription sur les registres de l'état-civil de la famille royale, déposés à la chambre des pairs, de l'acte de mariage dressé le 1<sup>er</sup> mai, à Rio-Janeiro, entre S. A. B. le prince de Joinville, et la troisième sœur de l'empereur du Brésil, Dona Francesca. Dans cette cérémonie à la fois touchante et sévère, on remarquait l'air gracieux, les manières distinguées de la princesse de Joinville, dont les traits nobles et doux, rappellent, jusqu'à faire illusion, dit le *Journal des Débats*, ceux de l'infortunée princesse Marie de Wurtemberg. Le roi, la reine et toute la famille royale ont témoigné leur vive satisfaction d'une union qui rend indissolubles les liens d'amitié qui existaient déjà entre la maison de Bragance et la famille royale de France.

— Le *Moniteur* du 2 août contient la 54<sup>ème</sup> liste de souscription en faveur des victimes de la Gueloupe. Le montant des réalisations effectuées au 31 juillet est de 3,128,414 fr. 69 c.

— Voici la statistique des forces navales des grandes puissances maritimes du globe. Angleterre. 165 vaisseaux, 117 frégates, 324 bâtiments inférieurs, 35,000 marins, 27,000 bâtiments de commerce. — France 46 vaisseaux, 56 frégates, 329 bâtiments inférieurs, 25,000 marins, 15,000 bâtiments de commerce occupant 30,000 matelots. — Russie 45 vaisseaux, 30 frégates, 107 bâtiments inférieurs. — Hollande : 12 vaisseaux, 33 frégates, 4,000 hommes. — Suède et Norvège : 10 vaisseaux, 13 frégates. — Turquie : 8 vaisseaux, 10 frégates. — Etats-Unis : 12 vaisseaux, 16 frégates, 43 petits bâtiments. — Autres petits Etats : 25 vaisseaux, 40 frégates.

— Une lettre d'Eu, 9 août, adressée au *Messenger*, annonce l'arrivée au Tréport, du prince de Saxe-Cobourg-Gotha et de la princesse Clémentine, qui revenaient d'Angleterre sur le bateau à vapeur le *Napoléon*.

La famille royale est allée à leur rencontre jusqu'au Tréport, et les a ensuite ramenés au château d'Eu.

Le duc de Nemours est arrivé au Mans, le 27, vers midi. Le duc ayant demandé, par une circulaire adressée aux préfets, qu'on se dispensât à son égard du cérémonial qui oblige les autorités à venir recevoir les princes à deux cent cinquante pas de dehors des portes de la ville, est arrivé en poste jusque sur la place des Jacobins, où il a trouvé M. le maire, un de ses adjoints, la garde nationale et la garnison.

M. le maire a adressé au prince un discours très déplacé dans la circonstance, et la réponse, pleine de sens, de mesure, que lui a faite le duc de Nemours, a dû lui faire sentir que, dans un désir de faire de l'indépendance et de la fermeté il n'était arrivé qu'à commettre une ridicule inconvenance.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

— Par ordonnance royale en date du 31 juillet rendue sur le rapport de M. le président du conseil, ministre de la guerre, M. le lieutenant-général Bugeaud est élevé à la dignité de maréchal de France.

Arbouville; le maréchal-de-camp comte de Waldener de Freudenstein.

Camp de Bratagay. — MM. le lieutenant-général comte de Runigny, ayant pour chef d'état-major le lieutenant-colonel Teyssières; le maréchal-de-camp comte Boullé; le maréchal-de-camp Neumayer; le maréchal-de-camp Brémont.

— Les vaisseaux l'*Alger* et le *Jemmapes*, partis de Toulon le 27 juillet, ont mouillé le 30 devant la Goullette, près Tunis, où se trouvaient aussi le brick la *Cigogne* et le bâtiment à vapeur le *Tonnerre*. Le bâtiment à vapeur le *Castor*, chargé de dépêches pour M. le contre-amiral Parceval-Deschênes, commandant la division du Levant, avait poursuivi sa route par ces parages.

À cette date, le bey, informé par ses agents à Constantinople des projets hostiles de la Porte, poursuivait avec activité ses préparatifs de défense. On garnissait d'artillerie les batteries de la côte.

L'escadre turque n'avait pas encore paru, mais on l'attendait.

Il paraît que le gouvernement français, de son côté, a reçu des renseignements positifs sur les projets de la Porte contre notre allié. Avant hier, le télégraphe a transmis aux vaisseaux l'*Océan*, à trois points, le *Jupiter* et le *Marengo*, l'ordre de partir immédiatement pour Tunis. Ces vaisseaux ont levé l'ancre dans l'après-midi du 10.

On assure encore que M. le contre-amiral Parceval-Deschênes qui est appelé, ainsi que nous l'avons annoncé, au commandement de l'escadre de la Méditerranée, doit faire route pour Tunis avec le vaisseau l'*Inflexible*, de 100 bouches à feu, sur lequel il a arboré son pavillon. La France aura donc sous peu, devant la capitale de cette régence barbaresque, les principales forces navales dont elle peut disposer dans la Méditerranée.

Voici la composition de la division qui va se trouver réunie sous les ordres de M. le contre-amiral Parceval-Deschênes :

Vaisseaux l'*Océan*, l'*Inflexible*, le *Marengo*, l'*Alger* et le *Jemmapes*, corvette la *Circé*, brick la *Cigogne*, bâtiments à vapeur le *Tonnerre* et le *Castor*.

IRLANDE. — Dans la dernière séance de l'association du rappel de l'Union, M. O'Connell a donné lecture à l'assemblée d'une proclamation adressée au peuple britannique en faveur de l'Irlande par plusieurs mandataires de corps électoraux. Voici les griefs signalés dans cette proclamation : « L'église anglicane est maintenue dans l'intérêt d'un dixième au parlement n'est pas en rapport avec les populations et les revenus du pays. Nos franchises parlementaires ne sauraient donner à nos représentants le moyen d'être les interprètes fidèles du vœu national. Nos droits municipaux sont restreints, nos franchises de corporations sont limitées par des restrictions humiliantes. L'épuisement pécuniaire occasionné par l'absentéisme est aggravé par le mode d'emploi des taxes. La nomination aux emplois se fait dans un esprit anti-catholique. Le parlement ne prend pas suffisamment en considération nos besoins locaux, et nous n'avons pas de pouvoirs suffisants pour administrer nous-mêmes nos intérêts. Après avoir vainement sollicité du parlement le redressement de nos griefs, nous nous adressons à un tribunal plus élevé, à l'opinion publique, qui crée et renvoie parlement et ministres, et nous sollicitons votre intervention en notre faveur. Nous demandons que des mesures soient adoptées pour améliorer la condition des classes industrielles de l'Irlande, et pour développer les ressources du pays. Nous demandons

que l'égalité la plus parfaite règne dans les arrangements concernant la religion et l'éducation entre les diverses communautés religieuses de l'Irlande, un plus grand nombre de représentants au parlement, des franchises telles que le vœu national puisse librement se manifester, l'assimilation des droits municipaux dans les deux royaumes, une participation plus large à la répartition des fonds publics. Nous demandons enfin l'égalité des droits publics comme la base la plus sûre du maintien de l'Union; car vous ne pouvez avoir plus de droits que nous.

Aussi long temps que ces justes demandes n'auront pas été accordées, l'Irlande luttera contre l'arbitraire et la tyrannie. Si elles étaient accordées, nous pourrions promettre le rétablissement de ces sentiments d'attachement que des siècles d'oppression ont bannis du cœur des Irlandais. Nous dirons seulement que ceux qui auront confiance dans l'influence de la justice n'auront point mal calculé. Un gouvernement qui méritera la confiance des Irlandais regagnera leur affection. Mais nous vous avertissons que chaque jour de retard augmente la difficulté de la tâche et fortifie l'espoir de ceux qui disent que l'Irlande ne sera bien gouvernée que lorsqu'elle aura reconquis son parlement national. Si cet avertissement est dédaigné, sur vous et non sur nous la responsabilité des événements. Suivent les signatures. Cette proclamation était précédée d'une note ainsi conçue : « M. O'Connell est invité à vouloir bien donner plus de poids à la présente exposition dans le cas où il en approuverait le contenu. » M. O'Connell a déclaré qu'il s'expliquerait sur ce point dans la prochaine réunion.

ESPAGNE. — La junte de Barcelone continue à ne pas s'entendre avec le gouvernement de Madrid; elle poursuit la démolition des remparts de la ville, malgré l'ordre de la suspendre. Plusieurs familles modérées, inquiètes de ces dispositions qui quittent Barcelone qui est loin d'être tranquille.

— Par décrets revêtus de la signature du président du conseil, sont nommés :

Lieutenant-général et capitaine-général de l'Algar, le maréchal de camp Miguel Lopez-Banos; Capitaine-général de la vieille Castille, le lieutenant-général Manso.

Maréchal de camp et gouverneur de Cadix, le brigadier Ordonez;

Maréchal de camp et commandant en second de Cordoue, le brigadier Antonio Rute;

Président de la junte du Monte-Pio, le lieutenant-général José Peon.

— On assure qu'Espartero a placé depuis six mois plus de 7 ou 8 millions sur les fonds français et anglais.

— On lit dans le *Toulonnais* :

Nous apprenons ce soir que le vaisseau la *Villette-de-Marseille* et les bâtiments à vapeur le *Viloco* et le *Camillon*, de 200 chevaux, sont sur rade de Cadix où se trouve le vaisseau anglais le *Malabar*, qui a recueilli l'ex-régent.

Le *Viloco*, en se rendant à Cadix, a coulé un bâtiment de guerre à vapeur anglais le *Lizard*, à bord duquel, dit-on, se trouvait un colonel, aide-de-camp d'Espartero, se rendant à Barcelonne porteur d'un ordre de l'ex-régent au brigadier Echalecu de bombarder Barcelonne. L'équipage du *Lizard* et le colonel espagnol ont été débarqués à Gibraltar.

que l'égalité la plus parfaite règne dans les arrangements concernant la religion et l'éducation entre les diverses communautés religieuses de l'Irlande, un plus grand nombre de représentants au parlement, des franchises telles que le vœu national puisse librement se manifester, l'assimilation des droits municipaux dans les deux royaumes, une participation plus large à la répartition des fonds publics. Nous demandons enfin l'égalité des droits publics comme la base la plus sûre du maintien de l'Union; car vous ne pouvez avoir plus de droits que nous.

Aussi long temps que ces justes demandes n'auront pas été accordées, l'Irlande luttera contre l'arbitraire et la tyrannie. Si elles étaient accordées, nous pourrions promettre le rétablissement de ces sentiments d'attachement que des siècles d'oppression ont bannis du cœur des Irlandais. Nous dirons seulement que ceux qui auront confiance dans l'influence de la justice n'auront point mal calculé. Un gouvernement qui méritera la confiance des Irlandais regagnera leur affection. Mais nous vous avertissons que chaque jour de retard augmente la difficulté de la tâche et fortifie l'espoir de ceux qui disent que l'Irlande ne sera bien gouvernée que lorsqu'elle aura reconquis son parlement national. Si cet avertissement est dédaigné, sur vous et non sur nous la responsabilité des événements. Suivent les signatures. Cette proclamation était précédée d'une note ainsi conçue : « M. O'Connell est invité à vouloir bien donner plus de poids à la présente exposition dans le cas où il en approuverait le contenu. » M. O'Connell a déclaré qu'il s'expliquerait sur ce point dans la prochaine réunion.

ESPAGNE. — La junte de Barcelone continue à ne pas s'entendre avec le gouvernement de Madrid; elle poursuit la démolition des remparts de la ville, malgré l'ordre de la suspendre. Plusieurs familles modérées, inquiètes de ces dispositions qui quittent Barcelone qui est loin d'être tranquille.

— Par décrets revêtus de la signature du président du conseil, sont nommés :

Lieutenant-général et capitaine-général de l'Algar, le maréchal de camp Miguel Lopez-Banos; Capitaine-général de la vieille Castille, le lieutenant-général Manso.

Maréchal de camp et gouverneur de Cadix, le brigadier Ordonez;

Maréchal de camp et commandant en second de Cordoue, le brigadier Antonio Rute;

Président de la junte du Monte-Pio, le lieutenant-général José Peon.

— On assure qu'Espartero a placé depuis six mois plus de 7 ou 8 millions sur les fonds français et anglais.

— On lit dans le *Toulonnais* :

Nous apprenons ce soir que le vaisseau la *Villette-de-Marseille* et les bâtiments à vapeur le *Viloco* et le *Camillon*, de 200 chevaux, sont sur rade de Cadix où se trouve le vaisseau anglais le *Malabar*, qui a recueilli l'ex-régent.

Le *Viloco*, en se rendant à Cadix, a coulé un bâtiment de guerre à vapeur anglais le *Lizard*, à bord duquel, dit-on, se trouvait un colonel, aide-de-camp d'Espartero, se rendant à Barcelonne porteur d'un ordre de l'ex-régent au brigadier Echalecu de bombarder Barcelonne. L'équipage du *Lizard* et le colonel espagnol ont été débarqués à Gibraltar.

DECLARATION DE MAJORITÉ DE LA REINE D'ESPAGNE. Le *Messenger* publie la dépêche télégraphique suivante :

Bayonne, le 11.

« Dans une adresse présentée à S. M., le 8, par le cabinet entier, en présence du corps diplomatique, des corps d'Etat et des autorités

de Madrid, le ministère a déclaré que, la volonté nationale étant que la reine soit déclarée majeure, elle le serait dès qu'elle aurait prêté serment devant les cortès, et que, en attendant leur réunion, il gouvernerait en son nom. La reine a immédiatement adhéré à cette déclaration.

« Sont nommés capitaines-généraux : le général Montes (de la Galice), le général Soria (de l'Estramadure), le général Amor (des provinces basques).

« La députation fuériste de Biscaye a été installée le 5. La junte s'est spontanément dissoute le 6.

« La députation a convoqué les junes générales à Guernica, pour le 15. »

(Correspondance particulière du Toulonnais.)

ORAN, le 29 juillet 1843. — Contrairement à ce qu'on disait dernièrement, Abd-el-Kader est toujours dans notre province, où il cherche encore à soulever les populations contre l'autorité française. Ces jours derniers on a conduit chez l'agha El Mezary, chef des Douaires et des Zmelas, deux espions de l'émir sur lesquels on a trouvé des lettres de ce dernier adressées aux Arabes. Ces deux individus seront punis selon toute apparence.

Il paraît qu'Abd-el-Kader a envoyé des emissaires dans diverses directions afin de provoquer des soulèvements, et l'on disait ces jours derniers que les Ouled-Assa avaient quitté leur territoire pour passer à l'ennemi avec des vivres et des munitions de guerre. Un fait qui est positif c'est que la tranquillité est de nouveau compromise et qu'il règne une assez grande inquiétude dans l'intérieur. Plusieurs convois de chameaux et mulets partis d'Oran pour Mascara avec des vivres et des marchandises sont rentrés en ville dans la journée du 25. Ils ont rencontré en route des bandes de pillards qui leur ont annoncé que d'autres convois avaient été pillés par des maraudeurs d'Abd-el-Kader; on leur a appris en outre que ce dernier se trouvait entre Oran et Mascara à la tête de quelques forces, et cette nouvelle n'a pas tardé à se confirmer. C'est principalement chez nos alliés que règne la consternation; espérons que l'on prendra promptement des mesures pour les protéger efficacement.

Tandis que la présence d'Abd-el-Kader était ainsi signalée, nous apprenions l'attaque du camp de l'Oued-hamman, formé sur la route d'Oran à Mascara pour protéger les travaux d'un pont que l'on construit sur ce point afin de faciliter les communications entre les deux places.

Le camp de l'Oued-hamman était gardé par 250 hommes d'infanterie seulement, et il a été attaqué par 1,000 Arabes environ, dont 800 cavaliers et 200 fantassins, commandés par l'émir en personne. L'attaque a eu lieu le 25 juillet, au point du jour; elle a été assez vive; mais l'ennemi a été repoussé et il a dû éprouver des pertes sensibles, car, chose extraordinaire, il a laissé 8 cadavres sur le terrain. De notre côté, les pertes n'ont pas été nombreuses; nous avons eu deux morts et une douzaine de blessés. Mais parmi les premiers se trouvent M. le chef de bataillon Leblond, du 16<sup>e</sup> léger, qui commandait le camp. Atteint de deux coups de feu pendant l'action, cet officier a succombé pendant le trajet du camp de l'Oued-hamman à Mascara, où il devait être déposé pour recevoir tous les soins que pouvait exiger sa triste position.

Au nombre des blessés on remarque le chirurgien de service au camp; mais il paraît que sa blessure n'est pas dangereuse.





l'an 1843, le 10 Août.

Le conseil de Gérance de la Compagnie Corse établie à Paris rue *Noire-Dame de Lorette* 15, sous la raison sociale Bertodano, Parsent et Compagnie, dûment autorisé par la délibération de l'assemblée générale des associés tenue le 24 avril dernier, arrête ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Le siège social de la Compagnie Corse, établi comme il est dit ci-dessus, est transféré dès à présent à Bastia, département de la Corse.

## ARTICLE 2.

Le présent sera enregistré et publié au tribunal de Commerce de Bastia et à celui de Paris, et tout pouvoir est donné au porteur d'un extrait du présent arrêté pour en faire opérer la publication légale.

Fait à Paris le jour, mois et an que dessus.  
Signé : BERTODANO, PARSENT et Comp<sup>te</sup>.

## PARIS ÉLÉANT

ET

**LONGCHAMPS RÉUNIS,**  
Revue des Modes, des Salons, des Théâtres,  
de la Littérature et des Arts.  
8<sup>e</sup> ANNÉE.

*Paris Éléant* paraît tous les samedis, par livraison de 32 colonnes; très grand in-8°, ou 52 livraisons par an. Les articles de modes suivent pas à pas et avec un soin scrupuleux toutes les révolutions, tous les changements, tous les caprices de la mode. Sa partie littéraire, confiée aux plumes les plus distinguées, passe en revue tous les ouvrages nouveaux, et donne, en les escortant d'une analyse toujours faite d'une façon amusante et piquante, des fragments de romans en vogue. En outre, il publie, de son côté, des nouvelles, des historiettes, des articles de mœurs, de voyages, le compte-rendu des pièces nouvelles, une chronique des tribunaux, des théâtres, des concerts, enfin un *Courier de la Ville* destiné à servir d'écho à toutes les anecdotes, à tous les propos, à tous les petits scandales, à tous les faits curieux ou intéressants de la semaine, et qui promène en quelque sorte le lecteur au milieu des boudoirs, des salons, des coulisses, en un mot dans tous les lieux de Paris qui offrent pâture à la malice et matière à l'indiscrétion.

Trente-trois gravures de mode, copiées dans les plus brillantes soirées ou les plus habiles ateliers, et seize morceaux divers, romances, quatuors, fragments d'opéra nouveaux accompagnent les livraisons de l'année.

## PRIX DE L'ABONNEMENT :

1 an, 25 fr.; 6 mois 13; 3 mois 7. — 3 fr. en sus par an pour l'étranger, et 5 fr. pour les Colonies.  
On s'abonne, à Paris, au bureau, rue des Filles-Saint-Thomas, 1, place de la Bourse; dans les départements, chez tous les directeurs de Postes, aux bureaux de Messageries Royales et des Messageries Lafitte et Caillard, et par mandats sur la Poste. (Affranchir).

CHEZ LES FRÈRES FABIANI.  
Livres de mariage. — Paroissien complet. — Heures des Dames. — Journée du Chrétien. — Semaine Sainte. etc. etc. reliés en velours avec agrafe, coins etc.  
Joli assortiment de livres de messe en italien.

## LA CRÉOSOTE-BILLARD contre les MAUX de DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires : Sempolo à Ajaccio, Gregori à Bastia.

## LA FAVEUR

toujours croissante avec laquelle MM. les médecins et les malades accueillent depuis longtemps les divers moyens, simples, commodes, économiques, que M. Le Perdriel pharmacien, Breveté, faubourg Montmartre, 78 à Paris, a créé pour l'entretien et le pansement des Exutoires à provoquer la cupidité des contrefacteurs qui cherchent à délivrer au public des produits qui ne proviennent pas de sa pharmacie et qui par conséquent n'offrent aucune garantie de leur bonne confection. M. le Perdriel est donc obligé de rappeler au public les taffetas, l'un épispastique pour entretenir parfaitement les vésicatoires, l'autre rafraîchissant pour panser les cautères sans démanaison, ses Poids Élastiques adoucissants à la guimauve, suppuratifs au garou, ses compresses en papier lavé, sa toile vésicante pour établir promptement les vésicatoires, ses serres-bras etc., portent tous le timbre de sa pharmacie et sa signature, les rouleaux de taffetas renferment des notices timbrées et signées de lui, indiquant les soins à apporter au pansement des exutoires. — Dépositaires M. GIRALD ph. à Bastia.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 10 au 16 août 1843.

## ARRIVÉES.

Arles. mistick, Pipi. c. Gentile. diverses.  
Arles. b. goëlette, Conception. c. Marini. div.  
Arles. b. goëlette, Phénix. c. Gasco. diverse  
Livourne. bœuf, Assomption. c. Petit. divers  
Toulon. bat. à vap. le Var, c. Valzi. div. et pa  
Livourne. bœuf, Assomption. c. Stretti. diver  
Migliacciato. b. goëlette, Deux-Amis, c. Alfon  
briques.

Gènes. goëlette, St-Joseph. c. Mecolin. ardois  
Marseille. b. goëlette, Conception. c. Casano  
diverses.

Ajaccio. bat. à vap. le Télégraphe, c. Lota, pass  
Marseille. bat. à vap. de l'État, le Bastia, c. San  
lieutenant de vaisseau, dépêches.  
St-Piegrino. gondole, Hyver. c. Rebora. charb

## DÉPARTS.

Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi.  
Marseille. bat. à vap. de l'État le Bastia, c. San  
lieutenant de vaisseau, dépêches.  
Ajaccio. bat. à vap. le Télégraphe, c. Lota, pass  
St-Piegrino. gondole, Hyver. c. Rebora. lest.  
Livourne. tartane, Heures-Sœurs. c. Stretti  
Livourne. bœuf, Assomption. c. Petit. lest.  
Marseille. bomb. J. Octavie. c. Bocognano. bois  
Toulon. b. à vap. Var. c. Valzi. diverses.  
Livourne. bœuf, Conception. c. Berti. lest.  
Livourne. bœuf, Assomption. c. Stretti. lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

NUOVA  
**ENCICLOPEDIA POPOLARE**  
OVVERO  
**DIZIONARIO GENERALE**  
DI SCIENZE, LETTERE, ARTI, STORIA, GEOGRAFIA, ETC. ETC.  
OPERA

compilata sulle migliori in tal genere inglesi, tedesche o francesi  
coll'assistenza e col consiglio di scienziati e letterati italiani

Sotto la direzione di Gaetano Demarchi.

CONDIZIONI PRECISE ED INVARIABILI DELL'ASSOCIAZIONE  
che avranno forza di contratto fra l'Associato e l'Editore.

L'ENCICLOPEDIA POPOLARE sarà compresa in non meno di 10 né più di 12 volumi in-4° grande a due colonne, ognuno dei quali conterrà non meno di 1000, né più di 1200 pagine.  
La carta, il sesto, i caratteri saranno eguali alle quattro dispense oggi pubblicate.  
L'opera avrà più di 1500 figure incise in legno, stampate unitamente al testo, e circa 300 altre della stessa grandezza della pagina, incise in rame, od eseguite in litografia, separate dal testo.  
La pubblicazione si farà per dispense settimanali di cinque fogli di stampa da otto pagine ognuna, e così ogni dispensa conterrà 40 pagine, ossia 80 colonne.  
Il prezzo è di mezzo soldo, ossia centesimi 2 1/2 di lira nuova piemontese, ogni pagina, e così unita al testo; quelle incise in rame o litografate si pagheranno a parte al tenue prezzo di 5 soldi, ossia centesimi 25 ognuna, e le dispense, l'una per l'altra, non avranno più di una tavola separata dal testo.

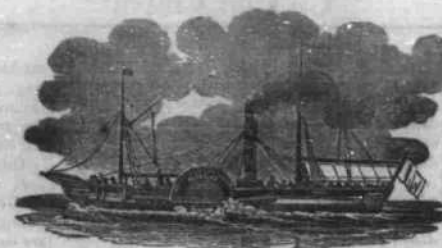
LE ASSOCIAZIONI per la Corsica si ricevono in Bastia dai FRATELLI FABIANI. — In Ajaccio da F. BONAY.

## ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

## A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET  
et Comp<sup>te</sup>. Place de la Bourse N° 5, où  
l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire  
Français.

PRIX D'ABONNEMENT  
POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Etranger . . . . . 24

## PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

SUR LE COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

Tout le monde sait qu'avant l'incorporation de la Corse à la France, c'était dans les facultés de la docte, de la poétique Italie que la jeunesse studieuse de l'île allait puiser une instruction à la fois solide et variée. Son empire des habitudes, soit puissance des traditions, combien ne voit-on pas de jeunes gens qui, même aujourd'hui, vont s'asseoir annuellement sur les bancs des facultés de Pise, de Rome et de Pavie. bien que les grades universitaires qu'ils y obtiennent n'aient plus aucune valeur parmi nous? Le moment est venu de rendre, avec usure, à cette terre classique, dans la langue la plus répandue de l'Europe et avec le secours des meilleures méthodes d'enseignement, ce que la Corse en a reçu, ce qu'elle lui emprunte encore de lumières de sciences et de renommées littéraires.

C'est au collège royal qu'il appartient de payer ce que nous appellerons une dette nationale. S'élevant en face des côtes de la Toscane, comme un appel aux jeunes intelligences, comme un lien intellectuel de plus, entre les deux nations les plus civilisées du monde, ce magnifique établissement présente à la jeunesse italienne, à quelques lieues seulement du pays natal, sous l'heureuse influence d'un ciel aussi inspirateur que celui où l'on voit éclore tant et de si beaux talents, tous les avantages d'une éducation française. Que pourraient-ils désirer de mieux? La connaissance de la langue de Boccaccio, de Bossuet et de Chateaubriand est une nécessité pour tout homme qui aspire à jouer un rôle dans le monde, une source de pures jouissances pour l'écrivain, une chance de succès et de gloire pour quiconque, sortant des bornes étroites de son pays, veut agrandir la sphère de son activité sociale et politique.

Loin de nous la pensée de déprécier les uni-

versités de ce berceau des lettres et des arts, ou de méconnaître tout ce qu'a de riche, d'harmonieux et d'élegant la langue des Dante et des Guicciardini. Pour ceux d'entre nous qui ne sont pas étrangers à cette belle littérature, il y aurait certes fort peu de goût et beaucoup d'ingratitude à nier son incontestable supériorité sur bien des langues vivantes. Mais il faut l'avouer, sans l'étude et l'usage de la langue française la meilleure éducation classique serait désormais incomplète. Dans le monde aussi bien que dans le domaine des sciences, dans la pratique des affaires aussi bien que dans les débats de la politique, de quelle utilité n'est-elle pas? Ceux qui ne la possèdent point la regrettent, et persuadés que c'est par elle que la France, substituant la paisible domination des idées à celle des armes, règne encore sur l'Europe, ils ne négligent rien pour la faire apprendre à leurs enfants.

Les Italiens n'y attachent pas moins de prix, et c'est surtout dans les capitales des grands et des petits États, débris éparés et glorieux de son antique nationalité, que, cultivée avec ardeur, on la voit pénétrer chaque jour davantage dans les rangs de la haute société, dans les réunions des savants et le cercle du commerce. Or de tous les collèges royaux celui de Bastia est, sans nul doute, le plus rapproché de l'Italie. Quand la langue d'Homère et de Démosthène parvient à son plus haut point de gloire, est-ce que les fils des fiers Patriciens romains ne se pressaient-ils pas en foule sous les portiques d'Athènes? C'était aussi dans les écoles d'une cité si voisine du Latium, que plusieurs d'entre eux se dressèrent aux luttes du forum. Ce que Marseille offrit à leurs pères, Bastia l'offre aux générations nouvelles.

Nous devons donc nous attendre à voir arriver parmi nous des élèves d'outre-mer. Qu'ils viennent avec confiance frapper à la porte de ce collège. Ils y recevront, avec l'accueil du monde le plus bienveillant, une instruction tout ensemble libérale, substantielle et religieuse. Nous sommes

sûrs que, touchés de tant de marques de sympathie, ce sera avec joie que, traversant la mer, ils viendront se faire inscrire sur le tableau des élèves et porteront avec orgueil le modeste uniforme du collège. — Confiés aux soins et à la garde de professeurs sages et habiles qui, pénétrés de leurs devoirs ne les distingueront des autres que par une bienveillance spéciale; heureux et fiers d'avoir pour amis et pour émules dans cette communauté de travaux et de vie, tout ce que la France insulaire compte de jeunes intelligences, une fois arrivés au terme de leurs études avec quel noble orgueil n'emporteront-ils pas dans leur patrie l'affection de leurs condisciples, des couronnes classiques et la connaissance d'une langue universelle? La France n'est ni exclusive, ni égoïste. Ses écoles sont ouvertes à tout ce qui est averti d'instruction. Généreuse et désintéressée, en échange de ce qu'elle donne, elle ne demande que l'honneur de marcher à la tête des peuples civilisés. Le but qu'elle poursuit dans son enseignement universitaire, c'est d'abord l'éducation des mœurs par le développement de tout ce que le cœur renferme de sentiments nobles. C'est ensuite, une direction sûre et toute positive à imprimer aux cours scientifiques. Quel est le père jaloux du honneur de son enfant qui ne s'empresse pas de le placer dans un établissement, offrant des garanties pour le présent, des espérances pour l'avenir, et d'où la Corse, encore une fois, espère de voir sortir bientôt une jeunesse disciplinée, instruite et morale; disciplinée, pour donner l'exemple de la soumission aux lois du pays; instruite, pour comprendre les devoirs du citoyen et les enseigner aux autres; morale, pour ne jamais dévier de la route de l'honneur et de la vertu.

— M. le ministre de la guerre vient de décider que le restant de la classe de 1837, faisant partie des divers corps stationnés en France, et qui auront droit à leur congé à la fin de l'année 1844 sera renvoyé dans la réserve au moyen de con-



gés illimités, à la levée des camps de manœuvres et remplacé immédiatement sous les drapeaux par des jeunes soldats de la classe de 1842.

Toutefois, le renvoi des militaires appartenant aux régiments qui se trouvent à Paris et aux environs, ne s'effectuera qu'au fur et à mesure de l'arrivée des jeunes soldats destinés à les remplacer, afin que les corps restent au complet. Cette disposition est applicable, pour l'infanterie, aux hommes appartenant au troisième comme à ceux des premier et deuxième bataillons.

Le nombre des jeunes soldats à faire mettre en route se composera de tous ceux de la classe de 1842 restés disponibles pour l'armée de terre, sur les 60,000 hommes appelés à l'activité par l'ordonnance ministérielle du mois de mars dernier.

Par ordonnance royale du 6 août : MM. Carbuca chef de bataillon au 33<sup>e</sup> régiment de ligne et Ceccaldi (Louis) sergent aux Zouaves, ont été nommés chevaliers de la légion d'honneur.

## Nouvelles Diverses.

— Une ordonnance royale, en date du 11 août, prononce la dissolution du conseil municipal du Mans; déjà M. le préfet de la Sarthe avait destitué le maire et les adjoints de cette commune.

— Une circulaire de M. le ministre de l'intérieur invite les conseils généraux à examiner avec une sérieuse attention la position des condamnés libérés et les moyens de venir à leur secours dans un double intérêt d'humanité et de sûreté publique.

— Voici l'état des services de l'Empereur, tels qu'ils seront inscrits, dit-on, sur le socle de son tombeau, aux Invalides: Né le 15 août 1769; chef d'escadron d'artillerie au siège de Toulon, en 1793, à 22 ans; commandant d'artillerie, en Italie, en 1794, à 25 ans; général en chef de l'armée d'Italie, en 1797, à 28 ans; général en chef de l'expédition d'Égypte, en 1798, à 29 ans; premier consul, en 1799, à 30 ans; consul à vie après Marengo, en 1800, à 31 ans; Empereur des Français, en 1804, à 35 ans; abdiquant après Waterloo, le 18 juin 1815, à 46 ans; mort en exil, à Sainte-Hélène, le 5 mai 1821, à 52 ans.

— Londres, 10 août. — Cons. 94 1/4.

Dans la séance du 9, la chambre des communes a passé au vote sur la 3<sup>e</sup> lecture du bill des armes d'Irlande. La division a donné pour la 3<sup>e</sup> lecture 125 contre 59. Majorité pour le ministère 66 voix.

— Un agent de remplacements militaires a été mis à la disposition du procureur, du roi pour s'être rendu coupable d'un véritable tour d'escre. Il avait compté 1,500 fr. en billet de banque à un remplaçant, et ce dernier avait empoché ce petit trésor lorsqu'il se vit accosté dans la rue de Rome par un individu qui, sous prétexte de vérifier si les billets n'étaient pas faux, lui conseilla de les exhiber et de les lui montrer.

Au moment où le dit expert palpitait les billets et les considérait attentivement, une main vigoureuse les saisit et s'en empara; mais, malgré la vitesse avec laquelle le voleur jouait des jambes, notre remplaçant, tout interdit par tant de fois reconnaître l'agent qui lui avait compté les billets.

Il paraît que c'est la seconde fois qu'un vol de cette nature est signalé. (Nouvelles.)

— On écrit de Kertick (Russie), le 12 juillet. Parmi les navires qui, dans le courant de cette année ont relâché en notre port, il y en avait un qui attirait au plus haut degré l'attention publique; c'était une corvette française bâtie en 1719, et par conséquent, est âgée de 124 ans. Ce

vaisseau est nommé l'Indus, et a pour commandant le capitaine Fazy. Le bois des œuvres-vices de l'Indus, c'est-à-dire de cette partie qui est dans l'eau, est si dur qu'il est impossible de y faire entrer un clou. On ne peut le percer qu'à l'aide du feu.

— Le duel qui devait d'abord avoir lieu à Genève entre le prince Napoléon, fils de Jérôme Bonaparte, et M. de Laroche-Pouchain, commandant-général des troupes du grand duc de Lucques, paraît définitivement arrêté. Ce duel ayant échoué à Marseille et ailleurs, par l'intervention des polices, le prince Napoléon s'est adressé au roi de Wurtemberg, son oncle, qui, après avoir mûrement examiné l'affaire, a permis, dit-on, le duel, bien que les combats de cette espèce soient interdits dans ses états. Un des témoins du prince est M. le comte de S..., jeune homme très distingué et petit-fils d'un des ministres de l'Empire. Il a dû partir mercredi dernier pour le Wurtemberg. M. de Laroche-Pouchain est assisté, dit-on, par M. de V..., ancien officier, et maintenant écrivain de la Presse légitimiste.

(L'Helvétie.)

— Il existe dans l'arrondissement de Charolles (Saône-et-Loire) une commune qui professe pour les lettres un dédain si prononcé, qu'on n'y trouve qu'un seul individu sachant lire et écrire. Cet homme était maire; mais comme sa science humiliait le conseil municipal, qui n'était pas à la même hauteur, aux dernières élections on a trouvé moyen de l'éliminer. Il en résulte aujourd'hui que, dans cette localité qui se félicite de sa douce ignorance, on ne peut légalement ni naître, ni se marier, ni mourir faute d'un homme qui puisse tenir les registres de l'état civil.

— La nouvelle d'un conflit entre les escadres anglaise et française à Taïti prend quelque consistance. Nous résumons les détails préliminaires connus jusqu'ici.

Dans les commencements de février 1843 est arrivé à Taïti le vaisseau anglais le *Talbot*, commandé par sir Thomas Thompson. Il venait directement d'Angleterre et apportait des présents à la reine Pomaré, de la part de la reine Victoria.

Depuis l'occupation de l'île par les Français, occupation à laquelle la reine Pomaré paraît n'avoir pas accédé volontairement, celle-ci se tenait à Moorea, la seconde île du groupe des îles de la Société, affectant de ne pas venir à Taïti. Sur l'invitation du capitaine anglais, elle se rendit avec apparat sur le *Talbot*, sans toucher à terre. Elle fut reçue par les Anglais avec les honneurs dus à son rang.

Sir Thomas l'engagea à convoquer tous les habitants de Taïti pour savoir si c'était bien de leur consentement que les Français avaient pris possession de l'île. Cette assemblée, au nombre de dix mille individus, déclara à l'unanimité, selon le correspondant du *Courrier des États-Unis*, qu'ils ne voulaient nullement de la domination française, et qu'ils désiraient que la reine repartît son autorité et fit arborer l'ancien pavillon. Cependant la reine ne le voulut pas. Néanmoins le pavillon français, qui flottait sur la ville, ayant été jeté bas pendant la nuit, le capitaine de la corvette française, la *Bouissolle*, qui se trouvait également en rade de Taïti avec une autre corvette française menaçait de canonner la ville s'il n'était pas hissé de nouveau; de son côté, le capitaine anglais protesta qu'il tirerait sur les Français à leur premier coup de canon; ses instructions lui enjoignaient, dit-on, de protéger la reine contre tous étrangers.

L'amiral Dupetit-Touars était absent; quelques bâtiments de l'escadre française furent envoyés à sa recherche; mais, le 12 février, arriva la frégate anglaise la *Vindicative*, commandée par le com-

modore Nicholas; il fit convoquer un autre meeting, en annonçant qu'il protégerait l'île contre les empiétements des Français. Trois jours après son arrivée, il a fait serrer les voiles et s'est ancré en face de la résidence de la reine.

On n'indique pas ce que serait devenu le *Talbot*; était-il encore à Taïti? Si ne l'avait pas quitté, la rencontre de deux bâtiments anglais composait une force assez imposante pour mettre dans l'embarras l'escadrille française.

La conduite du capitaine anglais a dû nécessairement exciter les susceptibilités des commandants français; il ne serait donc pas étonnant qu'un démêlé eût surgi entre les flottes anglaise et française. Aussi fit-on dans l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans, du 15 juillet: « Des querelles se sont élevées entre quelques vaisseaux anglais et français mouillés dans les ports des îles de Taïti. La décision de ces querelles a été remise aux amiraux respectifs des deux flottes. La reine s'est entourée d'une garde de 600 hommes. »

Le *Hants-Advertiser* va même jusqu'à dire que des coups de canon ont été échangés.

Ces nouvelles sont probablement exagérées; mais, ce qui est certain, c'est que le commandant de la *Vindicative*, par suite des événements qui se sont passés entre lui et la flotte française, a envoyé en toute hâte un de ses officiers en Angleterre pour y porter ses dépêches. L'arrivée, au 19 juin, de cet officier, nommé Little, à Kingston (Canada), est signalée par un journal de Norfolk. Le *Standard* annonce qu'il a débarqué à Falmouth le 4 août courant, et qu'il est parti immédiatement pour Londres.

D'après les journaux américains, cet officier serait porteur d'une lettre de la reine Pomaré à la reine Victoria, par laquelle elle implorerait le secours de l'Angleterre contre la France.

Suivant le *Courrier du Havre*, en date du 16 août, notre gouvernement aurait reçu de fâcheuses nouvelles de Taïti; la flottille française aurait été forcée d'abandonner sa position par suite de l'arrivée de deux nouveaux bâtiments anglais envoyés comme renfort au navire *Talbot*.

Il y a sans doute ici un vaisseau de trop; ces deux vaisseaux nouveaux ne sont probablement que la frégate la *Vindicative*.

Nous pensons que le Gouvernement ferait bien, pour mettre fin à tous les bruits plus ou moins alarmants que l'on peut faire circuler, de publier, sinon dans leur entier, du moins dans leurs résultats principaux, les faits qui se sont passés à Taïti. (La Démocratie Pacifique.)

— Voici une curieuse statistique des causes qui en France déterminent l'aliénation mentale. Ces causes sont physiques ou morales.

Causes physiques: L'idiotisme produit 2,234 aliénés; l'épilepsie, 1,137; l'ivrognerie, 792; l'irritation excessive, 655; la caducité, 541; la misère, 329; l'exès des plaisirs, 293; l'exès du travail, 176; la fièvre et la phthisie, 245; les coups et blessures, 154; autres causes spéciales, 408. Total, 6,964 aliénés pour des causes physiques.

Causes morales: le chagrin 1,185 aliénés; l'amour et la jalousie, 767; le mysticisme, 472; l'ambition, 314; l'orgueil, 291; la politique, 118. Total, 3,147 aliénés pour des causes morales.

En réunissant ces deux totaux, on voit que la France compte une malheureuse population de 10,111 aliénés.

— Une éviction non encore existante ne peut être l'objet d'une cession valable. En conséquence, le transport des sommes qui pourront être dues à un fournisseur pour fournitures faites et à faire, ne vaut que jusqu'à concurrence du prix des fournitures effectuées au moment du contrat. (Cour de cass., ch. civile, 7 août.)

— L'exécution contre l'un des débiteurs d'un

jugement par défaut empêche la péremption de ce jugement à l'égard de tous. En conséquence, ceux des débiteurs solidaires contre lesquels le jugement n'aura pas été exécuté ne peuvent en demander la nullité. (Art. 120 et 324 du code civil et 156 du code de proc.) — Trib. civil de la Seine, 4<sup>e</sup> ch. 4 août.

— Un jugement par défaut n'est pas réputé exécuté au moyen d'un procès-verbal de carence dressé en vertu d'un exécutoire de dépens délivré en exécution dudit jugement, si ce jugement n'a pas été signifié en parlant à la personne de la partie condamnée; en ce sens seulement que cette partie n'est pas supposée avoir connaissance suffisante du jugement, et peut, malgré le procès-verbal de carence, le frapper d'opposition. (Tribunal civil de la Seine, 4<sup>e</sup> ch., 4 août.)

— On écrit de la frontière de Russie, le 25 juillet à la *Gazette d'Augustbourg*. D'après les nouvelles d'Odessin, une flotte russe composée de six vaisseaux de ligne de 84 à 128 canons et de plusieurs petits bâtiments de transport, était arrivée dans le port venant de Sébastopol. Cette flotte avait à bord 10,000 hommes d'infanterie qui devront partir immédiatement pour aller rejoindre le 2<sup>e</sup> corps d'armée actuellement campé près de Wosnesensk. On évalue à 40,000 hommes les forces russes concentrées sur le Dniester, le Pruth et le Bug inférieur.

— Les dévastations continuent. Jeudi, dans la nuit, entre deux ou trois heures, les Rebeccaites, armés de fusils, des sabres, etc., ont détruit les portes de Furnace-Ledge et de Sandy Linekiln, près de Llanelly, ainsi que les bureaux de péage. Ils ont mis ensuite le feu aux matériaux. On dit que le receveur de Furnace-Ledge a été roué de coups, et qu'il a reçu un coup de feu dans la figure. Dans ce district, il reste à peine une barrière debout. (Morning-Advertiser.)

— Le *Times* du 5 août publie sur les Rebeccaites quelques détails qui ne sont pas sans intérêt:

« Swasey. — On compte ici près de 400 dronges. C'est plus qu'il n'en faudrait pour mettre en fuite tous les Rebeccaites du pays de Galles. Il ne paraît pas du tout que les Rebeccaites soient à une grande et sérieuse démonstration. Des témoins entendus par les magistrats déclarent avoir vu dans les bandes de Rebeccaites plusieurs hommes en chemises blanches avec des amulettes et des bonnets. Quelques-unes de ces amulettes étaient armées. Pendant que l'on démolit les portes, une partie de la bande tire des coups de fusil. Plusieurs ont des mouchoirs attachés au tour de la tête et qui descendent en guise de voile sur leurs yeux. Le chef monte ordinairement un cheval blanc. On l'appelle la mère. Ce cavalier avait un chemise par-dessus ses habits et un bonnet de femme. Le chef dont on donne ici le signalement, n'est pas Rebecca; c'est un tisserand nommé Daniel Lewis; il a été reconnu. Lorsque ces hommes se disposent à rentrer chez eux, ils se dépoilent de leurs travestissements. Avant d'entreprendre la destruction de quelques portes, ils font d'ordinaire une halte d'une demi-heure et, assis en rond, ils s'entretiennent à voix basse. Puis, ils se lèvent brusquement; un d'eux prend la parole et d'une voix forte, dit: « Vous savez où nous allons! Nous allons détruire cette porte; c'est Rebecca qui l'a dit et qui l'a fait. » — Il paraît que ce rôle de Rebecca est tantôt par l'un, tantôt par l'autre. Il ne faut pas de dix minutes pour démolir une porte. Les conversations sont toujours en patois du pays. »

« Les magistrats entendaient ces faits par des hommes qui s'étaient mis à la nuit sur le passage de ces

bandes, un individu se mit à crier: « Vive Rebecca. » On a arrêté cet homme.

« Rebecca ou la mère (ce sont les deux noms donnés au chef), va tantôt à pied, tantôt à cheval. Cette dame qui a une chemise blanche sur ses vêtements, la face noire et un vieux bonnet sur la tête, va souvent parler à l'oreille de ses filles. A un certain moment, elle a dit: Allons, marchons; voici l'heure. — Le chef s'efforçait de donner à sa voix un accent féminin. Chemin faisant, les filles de Rebecca s'appelaient par leurs noms: Lucie, Nancy, Marie. Quelques-unes ont des marques rouges sur la figure.

Il n'est pas rare de voir les Rebeccaites venir à cet ordre, les Rebeccaites envoyés en éclaireurs devant les perceps des bureaux de retirer leurs meubles. Quand ceux-ci se sont conformés à cet ordre, les Rebeccaites arrivent. »

— Le congrès des savants italiens s'ouvrira à Lucques le 10 septembre prochain; on fait déjà dans cette ville de grands préparatifs pour les recevoir.

## Espagne.

— Espartero à bord du bateau à vapeur le *Béti*, a adressé une proclamation au peuple espagnol. Espartero proteste qu'il n'a pas forfait à l'honneur et qu'il n'a pas violé la constitution. Il fait des vœux pour le bonheur de l'Espagne.

— La junte de Galice a aboli le monopole du sel.

— Le brigadier Prim vient d'être nommé gouverneur de la place de Barcelonne et commandant général de la province du même nom.

— Le général Seoane a été enfin mis en liberté à Burgos.

— Un décret du 6 de ce mois dissout les armées et les corps d'opérations qui ont été formés par suite des pronunciamientos des provinces. Un autre décret du 7 ordonne que l'allocation des religieux soit payée de préférence à toute autre dépense.

— Un troisième décret enfin rétablit la contribution dite du culte et du clergé, qui avait été supprimée par M. Mendizabal.

— Il paraît certain que M. le ministre des finances a pu faire une négociation considérable qui fournirait les moyens de subvenir aux besoins les plus urgents.

— On lit dans l'*Indicateur* du 17: « La duchesse de la Victoire, arrivée avant-hier au soir à Bordeaux, est repartie hier matin, directement pour le Havre, où elle doit s'embarquer pour l'Angleterre aussitôt qu'elle apprendra l'arrivée de son époux. Les personnes qui l'ont visitée n'ont qu'à se louer de son amabilité et de ses manières distinguées; elle paraît même apprécier dans sa position les égards qu'on a pour elle. Sa suite se compose de trois domestiques et d'une jeune dame de compagnie.

« Le général Seoane est arrivé également hier à Bordeaux, et est allé descendre chez son frère, établi dans cette ville. »

Le courrier arrivé hier soir, nous a apporté les nouvelles suivantes: « La situation de Barcelonne est des plus scabreuses. La junte s'était résignée à se dévouer au titre de junte gouvernementale et à accéder au décret du ministre Lopez. La junte temporisait cependant et ne rendait pas publique cette résolution que la municipalité avait pris sur elle de faire connaître dans un bando publié le 13. Cette nouvelle avait causé dans la plus turbulente des cités une grande rumeur; à huit heures du soir,

des groupes qu'on supposait être poussés par la junte, ont parcouru la Rambla aux cris de *Vive la junte suprême! vive la junte centrale! meurent les modérés! à bas la Reine majeure!* Des groupes d'ouvriers parcouraient la ville en portant des drapeaux blancs.

Quand le 14, on connut la détermination que la junte avait prise de se dissoudre, l'irritation devint plus alarmante. Cette fois, elle alla grossissant depuis quatre heures du soir, et à neuf heures les tambours de la milice nationale commençaient à battre la générale, mais il y avait très peu d'empressement de la part des gardes nationaux. Le nombre des troupes qui se trouvaient à Barcelonne ne dépassaient pas 800 hommes.

La junte de Saragosse, suivant l'exemple de celle de Barcelonne, a adressé au gouvernement une représentation pour demander la réunion d'une junte centrale. Cette représentation a été publiée à Barcelonne le 15 par ordre de la junte; elle a été l'occasion de nouveaux désordres.

## DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Bayonne, 16 août.

Le duc de la Victoire vient d'entrer au port sur un bateau à vapeur anglais. Il est venu dans l'intention d'y prendre la duchesse de la Victoire. Il est reparti sans être descendu à terre.

Bordeaux, 16 août.

La duchesse de la Victoire et le général Seoane viennent de partir pour se rendre à Paris. Perpignan, 17 août.

Le brigadier Echalecu a écrit au général Luthnot, le 13, que la garnison de Monjuich connaissait le gouvernement de Madrid. Dans la nuit du 14 au 15, le bataillon de volontaires a été désarmé à la citadelle. Le brigadier Prim était attendu à Barcelonne le 15.

— Nous apprenons par la voie d'Angleterre qu'une escadre brésilienne est arrivée devant Monte-Video pour protéger les sujets brésiliens et leurs propriétés sur les bords de la Plata, mais sans aucune intention de s'immiscer dans les affaires du pays. D'après les derniers avis, plusieurs détachements de l'armée d'Orbici avaient été faits par Rivera. Un corps d'auxiliaires français, montant à 3,000 hommes, avait été formé pour la défense de la place, sous le commandement du colonel Thiebald.

— Le congrès vinicole qui devait se réunir à Bordeaux le 23 de ce mois, sous la présidence de M. Mauguin, étant ajourné aux 14, 15 et 16 septembre, à cause de la convocation des conseils généraux pour le 21 août, M. Mauguin doit profiter de cet ajournement pour se rendre en Espagne, où il est appelé par de graves intérêts.

— On écrit de Rodez: Le 13 juillet dernier, un chien de l'espèce bougle-dogue, atteint d'hydrophobie, a parcouru les communes de St-Laurent, St-Geniez et Lassauts, où il a mordu ou jeté des coups de dents sur des hommes et des animaux de toute espèce. Les bestiaux mordus, et qui présentaient des symptômes de rage, ont été abattus.

La destruction de ce terrible animal est due au courage et au dévouement du nommé Joseph Rosières, propriétaire-cultivateur au hameau de de Gussan, commune de Lassauts, qui au moment où il s'élançait sur lui. Je suis entre ses bras et le tint fortement serré contre sa poitrine jusqu'à ce qu'on l'eût assommé, sans qu'il pût le mordre. Cette scène avait lieu pendant la nuit.

— On lit dans le *Courrier du Gard*: Un affreux événement que les journaux n'enregistrent que trop souvent et qui est presque toujours le résultat de l'imprudence des person-



nes chargées de surveiller les jeunes enfants, a porté avant-hier la désolation au sein de la famille de M. R..., de notre ville.

La servante de ce dernier montait aux appartements du second étage pour conduire à son lit un enfant de deux ou trois ans, appartenant à M. R..., lorsque, arrivée sur le palier, elle entendit frapper à la porte du rez-de-chaussée; elle déposa alors la lumière qu'elle portait à sa main et laissa là le jeune enfant, puis descendit en toute hâte pour ouvrir la porte. Quand elle remonta un horrible spectacle s'offrit à ses yeux : l'enfant s'étant probablement approché de la lumière qui était déposée près de lui, le feu s'était communiqué à sa robe, et ce n'était presque déjà qu'un cadavre horriblement défiguré.

Tous les secours de l'art lui furent prodigués, mais, en vain; après quelques heures d'atroces souffrances, le pauvre enfant rendit le dernier soupir.

Un duel terrible vient d'avoir lieu dans la commune de Mésonfort (Seine-et-Oise), entre deux propriétaires qui faisaient une partie de billard. M. Lenfant et M. Maldant ont tiré au sort à qui jeterait le premier à la tête de son adversaire la rouge, de toutes ses forces. Le sort a favorisé M. Maldant, qui a lancé à tour de bras la bille contre M. Lenfant; il l'a atteint au front et l'a tué sur place.

— Nous lisons dans l'Audience :

M. le marquis de L..., demeurant dans le quartier de l'Opéra, avait eu de tout temps pour les femmes une passion des plus vives, que les glaces de l'âge avaient à peine amortie. Arrivé à l'âge de 72 à 75 ans, il avait vu sa fortune considérablement beaucoup affaiblie par ses prodigalités. On assure qu'une seule de ses maîtresses lui coûtait 80,000 fr. par an, et qu'il lui a donné, en meubles et bijoux, pour plus de 50,000 écus.

Il ne lui restait guère que 35,000 fr. de rentes; c'était peu pour un homme accoutumé à tant d'opulence. Las de la vie, il a voulu du moins faire profiter des débris de ses richesses une personne qui lui avait inspiré de la prédilection. Il l'a instituée légataire universelle par un testament en bonne forme, et il a écrit de sa main, le 26 juillet, un codicile en forme de lettre, contenant la révocation de divers legs particuliers. Cette lettre est datée, par une distraction fort convenable en pareille circonstance, du 23 août 1843, qui n'arrive que mercredi prochain. En voici le passage le plus curieux :

« J'ai eu que ma fortune me permettrait de toujours jouir grandement des plaisirs de la vie. Depuis que je te connais, ma chère Lodoiska, j'ai fait des dépenses qui ont de beaucoup dépassé mes revenus. Réduit à vendre quelques biens pour subvenir à nos dépenses, je m'aperçois qu'il n'y a pas moyen de vivre heureux avec ce qui me reste; or, restant seule maîtresse des propriétés et des capitaux que je possède encore, tu pourras être heureuse toute seule et pourvoir à tes besoins si tu es économe; en conséquence je révoque toutes dispositions antérieures, et te donne en toute propriété et jouissance, après mon décès, savoir :

« Deux cent mille francs que me doit M. de... pair de France; quatre-vingt mille francs placés sur le grand-livre; soixante-dix mille fr. qui me son dûs par M. B...; mon château de L..., et tous les meubles qui le garnissent; ma campagne de V... avec toutes ses dépendances, et enfin tous mes autres biens sans exception, à la seule condition de prendre soin du petit Joseph D... »

A peine ces derniers mots étaient-ils tracés, que le malheureux marquis a placé deux canons de pistolet chargés à balle dans sa bouche, et s'est fait sauter la cervelle.

— Nous lisons dans le même journal :

On nous raconte qu'un noble duc, que la nuit dernière se trouvait privé de sommeil, fit appeler un médecin pour le consulter sur ce qu'il croyait être le symptôme d'une grave maladie. Le médecin accourut avec empressement :

— Qu'avez-vous, monsieur le duc, que ressentez-vous ?

— Mais rien, j'ai cru avoir des coliques; je ne pouvais m'endormir; maintenant je suis très bien.

— Je vous engage à continuer, reprit le médecin, et à vous tenir chaudement.

En se retirant, il est suivi par un valet de chambre qui lui demande ce qui lui est dû pour sa visite.

— Deux cents francs, dit-il.

— Comment! deux cents francs pour une visite ?

— Oui, deux cents francs.

Le valet de chambre rentra chez son maître et lui fit part de la prétention du docteur, qui fut prié de venir parler au duc.

— Comment, monsieur, dit celui-ci, vous demandez deux cents francs pour une visite, et vous demeurez à deux pas d'ici ?

— Oui, M. le duc, deux cents francs.

— Mais si j'avais une paralysie, combien donc me demanderiez-vous ?

— Si vous aviez une paralysie, je viendrais à l'instant même et pour rien. Je suis au service des malades; mais quand des gens bien portant me dérangent de mon sommeil, ils me doivent une indemnité.

#### CHEZ LES FRÈRES FABIANI.

Livres de mariage. — Paroissien complet. — Heures des Dames. — Journée du Chrétien. — Semaine Sainte, etc. etc. reliés en velours avec agrafe, coins etc.

Joli assortiment de livres de messe en italien.

FUNERALI DELL'IMPERATORE NAPOLEONE, relazione ufficiale della traslazione delle sue spoglie mortali da Sant'Elena a Parigi e descrizione del funebre corteo in-8° grande . . . 2 fr.

ETTORE FIERAMOSCA, o la discesa di Bartolotta di Massimo Azeglio, ornata di 200 disegni in vol. in-8° grande . . . 15 fr.

MARGHERITA PUSTERLA, racconto di Cesare Cantù, edizione ornata di 200 disegni, un volume in-8° grande . . . 22 fr.

LE AVVENTURE DI TELEMACHO, seguita dalle avventure d'Aristonous, e preceduta da un cenno sulla vita e sulle opere di Fenelon, traduzione di Davide Bertolotti, edizione illustrata con disegni, un vol. in-8° grande . . . 20 fr.

MUSCO, SCIENTIFICIO, LETTERARIO, ARTISTICO, giornale pittorico di amena lettura per tutte le classi della società, un vol. in-8° . . . 8 f. 50.

Si vendono le annate 1839-40, 41 e 42 e si ricevono le associazioni per il 1843.

BALBI (ADRIANO) scritti geografici, statistici e vari, cinque vol. in-12° . . . 15 fr.

CONTI FATTI in lire e centesimi, terza edizione con aggiunte in-16° . . . 1 f. 50.

MANZONI, la Morale Cattolica un vol. in-12. 2 f.

VIAGGIO INTORNO AL GLOBO, principalmente alla California ed alle isole Sandwich negli anni 1826, 1827, 1828 e 1829 di A. Duhaut-Gilly, con l'aggiunta delle osservazioni sugli abitanti di quei paesi di Paolo Emilio Botta, traduzione postuma di Carlo Botta, due v. in-8° 12 fr.

VIAGGI NELLA RUSSIA MERIDIONALE, NELLA CRIMEA PER L'UNGHERIA, LA MOLDAVIA E LA VALACHIA eseguito nel 1837 di Anatolio Demidoff con 60 intagli, un vol. in-8° grande 15 f.

#### AVIS AU COMMERCE.

Le commerce est prévenu que les communications entre Toulon et la Corse, par les bateaux à vapeur de la Compagnie Gérard, chargés naguère de la correspondance, cesseront d'exister à la fin du mois courant.

#### AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux :

De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins, id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus,

au taux de la bourse. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

#### VÉSICATOIRES CAUTÈRES

de Le Perdiel pharmacien breveté faubourg Montmartre, 78, à Paris, ses taffetas, ses compresses, ses pois élastiques, ses serre-bras, etc, qui constituent un pansement simple, propre, commode, économique, des exutoires, sans douleur ni démanchement. Se trouvent dans beaucoup de pharmacies en France et à l'étranger toujours revêtus du timbre et de la signature de l'auteur. — Dépôt chez M. Giralt pharmacien à Bastia.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 17 au 23 août 1843.

##### ARRIVÉES.

Philippeville. b. à vap. de l'Etat, Cerbère. c. M. Vial, lieutenant de vaisseau, malades.

Arles. tartan. François Étienne. c. Guaitella, di. Marseille. b. goëlette, St-Antoine. c. Guasco. di. Toulon. bat. à vap. le Var, c. Valzi, div. et pass.

Portovechio. bombarde, St-Charles c. Padovani. planches.

Cagnano. gond. St-Pierre. c. Dominici. vin.

Macinaggio. gond. St-Clément. c. Damiani. vin.

Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota. bouff.

Livourne. bouff. Assomption. c. Petit. blé.

Marseille. bat. à vap. de l'Etat, le Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

Macinaggio. gond. St-Jean-Bap. c. Calvani. vin.

Cagnano. gond. St-Pierre. c. Santelli. vin.

##### DÉPARTS.

Toulon. b. à vap. Var. c. Valzi, diverses.

Toulon. b. à vap. de l'Etat, Cerbère. c. M. Vial, lieutenant de vaisseau.

Marseille. bat. à vap. de l'Etat le Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

Pronette. b. goëlette, Phénix. c. Guasco. diver.

Livourne. mistick, Pipi. c. Gentile. lest.

Livourne. mistick, Assomption. c. Thiers. lest.

Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota. passag.

Pronette. gond. Conception. c. Gentile. lest.

Migliacciato. b. goël. Deux Amis. c. Alfonsi. lest.

Livourne. mistick. Conception. c. Bonelli. lest.

Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi.

Ajaccio. bat. à vap. le Télégraphe, c. Lota.

Le Gérant N. TARTARO

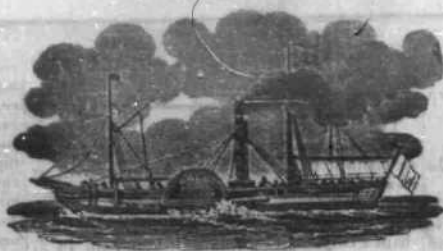
BASTIA. — IMPRIMERIE FABIA

#### ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

#### A PARIS

L'Office-Correspondance de LEJOLIVET Comp. Place de la Bourse N° 5, où on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

#### Bastia.

Parmi les grandes voies de communication naturellement indiquées, et dont la nécessité se fait sentir chaque jour davantage, est à coup sûr la route royale destinée à ouvrir un large débouché aux productions agricoles de la plaine d'Aleria. Tout le monde sait que la ville de Corte, qui consomme beaucoup plus de céréales que son territoire trop borné, est le marché le plus rapproché de ces communes rurales dont la vente du blé est l'unique ressource.

Cependant elles n'ont encore d'autre moyen de transport que le dos des mulets; aussi, malgré la fertilité prodigieuse de son sol, cette partie de l'île, cet ancien grenier de Gênes, est bien loin d'égaliser, en prospérité agricole, d'autres cantons moins favorisés de la nature.

On le comprend. Les vendeurs et les acheteurs souffrent également; ceux-ci, parce que le prix de la vente du blé dépasse à peine celui du transport; ceux-ci, parce qu'ils paient l'un et l'autre. Il en serait tout autrement, si l'on ouvrait une route royale entre ce centre de consommation et les communes d'Aleria. A la place des mulets et des ânes, ce seraient des charrettes qui transporteraient à Corte le fruit de la récolte, ce qui amènerait immédiatement une diminution d'un tiers au moins dans le prix des denrées. Le producteur y trouverait son avantage aussi bien que le consommateur. En effet, la différence dans le prix de la denrée serait plus que compensée par la facilité du transport. Une charrette attelée d'un ou deux mulets irait bientôt déposer sur ce marché central, une plus grande quantité de blé, que dix bêtes de somme ne peuvent en transporter. Il y aurait en outre, économie de temps, car les charrettes en maltraitant bien moins à parcourir cette distance. D'ici vient donc que l'on n'a pas encore songé à cette importante amélioration? Serait-ce parce que les populations de l'intérieur sont plus pauvres que celles du littoral? Faut-il en accuser l'administration des ponts-et-chaussées, ou ne faut-il s'en prendre de cet oubli cruel, de cet état d'infériorité relative, qu'à la triste et aveugle fatalité qui pèse sur elles? Quoi qu'il en soit, l'arondissement se plaint, avec justice, de ce qu'il a été exclu jusqu'ici de la répartition des bienfaits du gouvernement. Il serait temps que les ingénieurs des ponts-et-chaussées dirigeassent une partie de leur attention de ce côté. Cette route, bien autrement importante que plusieurs autres,

serait moins coûteuse, et d'une construction plus facile, car le cours du Tavignano indique suffisamment la direction qu'ils doivent suivre. On assure en effet, que M. l'inspecteur des ponts-et-chaussées, qui a traversé tout récemment la Corse, s'est demandé avec surprise comment il se faisait que cette route si utile, si nécessaire ne fût encore qu'un simple projet? On assure aussi, que le conseil-général se propose d'insister, dans la session prochaine, sur la nécessité et l'urgence de ces travaux. Espérons donc que, classée bientôt parmi les routes royales, cette voie de communication aura l'immense avantage de rapprocher la plaine de la montagne, d'y faire arriver l'abondance des céréales, d'encourager l'agriculture là où elle se traîne encore péniblement dans le cercle de la routine, de répandre en un mot, l'aisance et la vie au milieu de ces populations laborieuses, dont la triste condition allonge d'autant plus que la nature, plus libérale que les hommes, semblait leur préparer de meilleurs jours.

Tableau des Affaires qui doivent être jugées par la Cour d'Assises du 3<sup>e</sup> trimestre de 1843.

28 août. Antonmarchi Joseph, Pancheraccia; meurtre.

29. Pallavicini Antoine-Martin, Porta; tentative de meurtre.

30. Massini François-Marie, Orto; tentative d'assassinat.

31. Bianchi Laurent, Bastia; vol.

1<sup>er</sup> septembre. Lanfranchi Ours-François, Ortale d'Alesani; meurtre.

2. Mulledo Mathieu, Vico; assassinat.

3. Pierantoni Dominique, Vignale; assassinat.

4. Alfonsi Ottobriano, Lucciana; assassinat.

5. Sassi Jean-Baptiste, Venzolasca; fabricant de fausses monnaies.

6. Ottavj Ange-Baptiste, Pietrosu; enlèvement de mineurs et rébellion.

7. Martinaggi Joseph, Tavera; tentative de meurtre.

8. Stelani Martin, Carcheto; assassinat.

9. Manicacci Antoine, Calvi; blessures graves.

10. Massini Grégoire, Aïco; tentative de meurtre.

11. Colombani Don Jules, Isolaccio de Prunelli; meurtre.

12. Mari Toussaint, Moltifao; assassinat.

13. Tomasi Paul-Pierre, Isolaccio de Prunelli; meurtre.

14. Chippioni Ours-Antoine; Carpineto; assassinat et complicité de ce crime.

18. Quilichini Roch-François, Olmiccia; faux en écriture privée.

19. Pieroni Giudice, Monte; tentative d'assassinat.

20. Picchini Guido-Antoine, Pianello; vol.

21. Crocicchia Michel-Ange, Crocicchia; meurtre.

22. Ercule Erculano, Cotone; assassinat.

23. Ercule André, Cotone; assassinat.

24. Santolini Philippe-Marie, Zuccai Don Pierre; sinat et tentat. de ce crime; meurtre et tent. de ce crime.

25. Quilichini Joseph-Antoine, Poggio de S<sup>te</sup> Lucie de Tallano; assassinat.

Par arrêté de M. le préfet de la Corse, en date du 23 du courant, l'ouverture de la classe dans le département est fixée au 3 septembre prochain.

— M. Conti Étienne, avocat, a été élu membre du conseil général par la circonscription électorale de S<sup>te</sup> Marie-Siché.

— Un arrêté de M. le préfet de la Corse en date du 17 du courant, convoque l'assemblée des électeurs départementaux composant la circonscription de Castifao et Piedicorte, pour le 5 septembre prochain, à Piedicorte dans l'église paroissiale, et à onze heures du matin, à l'effet d'élire un membre du Conseil général, en remplacement de M. Benedetti, nommé conseiller de Préfecture.

— Par arrêté de M. le recteur de l'académie de la Corse, en date du 19 août 1843, la deuxième session de la commission des lettres établie à Ajaccio, s'ouvrira dans la première quinzaine d'octobre. Le jour de l'examen sera ultérieurement fixé.

Les candidats doivent se faire inscrire au secrétariat de l'académie, avant le 5 septembre, et transmettre, pour cette époque, leurs certificats d'études et l'extrait de leurs actes de naissance. Le registre d'inscription sera définitivement clos le 6 septembre.

— Le 24, le nommé Feraud, soldat du 8<sup>e</sup> de ligne, malade à l'hôpital militaire d'Ajaccio, se croyant empoisonné par une potion qu'on lui avait administrée, conçut l'horrible projet d'assassiner M. Frassetto, jeune homme de belles espérances et l'un de nos concitoyens les plus recommandables, médecin en chef audit hôpital. Tandis que celui-ci faisait sa visite du soir, ce malheureux soldat trouve une excuse pour se faire tater la tête et dans ce moment lui enfonce un couteau



dans le bas ventre. On espère que cette blessure, quoique fort grave, ne sera pas mortelle et nous annonçons avec plaisir que déjà il va beaucoup mieux. (Journal de la Corse)

On lit dans la *Démocratie Pacifique* du 14 du courant :

Un de nos amis nous écrit de Corte, 5 août 1843. L'idée capitale de la théorie de Fourier, l'association, vient d'être manifestée en public par un professeur de l'Ecole Paoli (1), le jour de la distribution des prix, le 25 du mois dernier. Je vais vous transcrire le paragraphe du discours relatif à ce principe, persuadé que vous verrez avec plaisir qu'en Corse il se trouve des hommes qui comprennent le véritable progrès.

Le principe d'association agricole et industrielle renferme le germe de la prospérité et du bonheur. C'est dans notre pays qu'il devrait recevoir chaque jour de larges applications. Si tous les propriétaires, cultivateurs, hommes intelligents, pouvaient enfin comprendre combien il serait avantageux pour eux tous de former des associations, ou le profit serait selon l'apport relatif de chacun, et qui aurait pour objet le défrichement des terres, l'exploitation des bois, la culture sur une grande échelle : alors la cause du pays serait gagnée; l'esprit de parti, cet esprit étroit et père de la misère, céderait bientôt la place à l'esprit agricole, qui engendre le bien-être; nos campagnes, d'un aspect si triste, prendraient une face nouvelle, et l'abondance régènerait dans ces contrées, jusqu'à ce jour dévorées par les besoins.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique, en date du 25 août 1843, M. Baric, principal du collège de Bastia, est chargé provisoirement de l'administration du collège royal de cette ville.

Nous enregistrons avec plaisir le succès qu'obtient chaque année la *Pension Angeli* établie à Toulouse. Quarante-sept élèves de cette pension, qui ont suivi pendant 1842-43 les cours du collège royal de cette ville, ont obtenu vingt premiers prix, treize seconds, en tout 111 nominations.

La distribution des prix des écoles chrétiennes a eu lieu avant-hier dans l'église St-Charles. Un nombreux concours de magistrats, d'ecclésiastiques et de pères de famille embellissait cette modeste, mais intéressante cérémonie.

L'instruction et les principes de la saine morale que les Frères des écoles chrétiennes font pénétrer dans le palais du riche comme dans la mansarde du pauvre sont justement appréciés par la population de notre ville. Le conseil municipal secondera toujours, nous en sommes sûrs, leurs efforts et ceux de son digne directeur.

Plusieurs journaux ont publié une note commençant ainsi :

M. le ministre de la guerre vient de décider que le restant de la classe de 1837, faisant partie des divers corps stationnés en France, et qui auront droit à leur congé à la fin de l'année 1844, sera renvoyé dans la réserve au moyen des congés illimités, à la levée des camps de manœuvres, et remplacé immédiatement sous les drapeaux par des jeunes soldats de la classe de 1842, etc. Cette note est entièrement controuvée. Rien n'a été jusqu'à présent arrêté au sujet de la por-

tion de la classe de 1837, qui se trouve encore sous les drapeaux. (Moniteur universel.)

Le bateau à vapeur le *Télégraphe* partira de Bastia pour Ajaccio le soir du 9 septembre; le 10 au matin il relâchera à l'île-Rousse et Calvi, et sera à Ajaccio de midi à une heure; le 11 il partira pour Propriano d'où il sera de retour le jour même; il repartira d'Ajaccio le 12 au soir touchant à Calvi et l'île-Rousse le matin du 13 et arrivera à Bastia de midi à une heure.

## Nouvelles Diverses.

M. le président du conseil, ministre secrétaire d'Etat de la guerre, vient d'adresser à MM. les lieutenants-généraux commandant les divisions militaires la circulaire suivante relative à l'inspection des dépôts de recrutement et de réserve :

Général, j'ai décidé que les dépôts de recrutement et de réserve seront inspectés cette année par vos soins, et conformément aux règles prescrites par l'instruction du 24 juillet 1841.

Vous procéderez immédiatement à cette opération, pour laquelle vous pourrez être suppléé par MM. les maréchaux-de-camp employés sous vos ordres, et vous m'adresserez les résultats dans les cinq premiers jours du mois de septembre prochain.

On lit dans le *Globe*, sous la rubrique Paris, 20 août :

La nouvelle d'une collision entre un vaisseau français et un vaisseau anglais à Taïti, et la malheureuse affaire de Terre-Neuve, ont fait une grande sensation ici. Les journaux français qui désiraient la guerre ont beaucoup exagéré leurs rapports. Si les Anglais sont dans leur tort, ils n'hésiteront pas à donner toutes les excuses et les réparations qui leur seront demandées.

On lit dans le *Morning Post* :

En confirmation de ce que nous avons dit il y a quelques jours, nous croyons pouvoir déclarer aujourd'hui que lord Aberdeen a adressé aux quatre grandes puissances une invitation à une conférence spéciale, dans le but de discuter et d'arrêter d'une manière permanente les affaires d'Espagne. Les gouvernements de Russie et de Prusse ont répondu que, n'ayant pas reconnu la dynastie de fait, parce que dans leur conviction les réclamations de Don Carlos sont légitimes, il serait incompatible avec leur opinion d'accéder à un arrangement quelconque qui assurerait la validité du titre de Dona Isabelle à la couronne. C'est pourquoi ils refusaient de participer à la conférence proposée; exprimant en même temps que tôt ou tard l'intervention des principaux souverains de l'Europe devra terminer la question, mais que jusqu'alors ils ont pris la détermination fixe de ne permettre à aucun Gouvernement de se mêler de la succession au trône d'Espagne.

On écrit de St-Petersbourg :

A l'occasion de l'heureux accouchement de S. A. R. la princesse de Leuchtenberg, S. M. l'empereur Nicolas vient d'adresser au sénat dirigeant un ukase par lequel il donne le titre d'Altesse impériale à son petit-fils, ainsi que le prénom de Nicolas.

ITALIE. — On écrit de la frontière, 5 août à la *Gazette d'Augsbourg* :

Tout récemment le bruit s'est répandu à Bologne, que les Français avaient débarqué à Ravenne et à Ancone. Aussitôt une foule de jeunes gens armés de sabres, de pistolets et de poignards, se réunirent, poussèrent des cris séditieux, et tirèrent même plusieurs coups de pi-

stolet sur le directeur de la police. Immédiatement l'autorité fit un grand déploiement de forces, la garnison prit les armes, des canons furent braqués en plusieurs endroits, de nombreuses patrouilles parcoururent les rues. Une mine fut tirée pour faire sauter le magasin à poudre, et fut découverte en temps opportun. Comme on craignait un complot, l'autorité a cru devoir doubler de surveillance. Les troupes autrichiennes de la frontière sont prêtes à marcher au premier signal, et reçoivent, dit-on, des renforts.

Une correspondance de Rome, 10 août adressée au même journal, annonce qu'un grand nombre d'arrestations viennent d'être opérées en Sicile, par suite de la découverte d'un complot.

IRLANDE. — Grande réunion du conseil à Tarahill, dans le comté de Meath. — Tarahill est un lieu consacré par les traditions de l'histoire d'Irlande. Les juges avaient été forcés de renvoyer l'audience au lendemain, parce qu'il n'y avait pas de pénalité au monde qui eût pu empêcher les moins cités de faire défaut à l'audience, préférant assister au meeting de Tarahill. Telle avait été l'empressement du public à louer d'avance toutes les voitures, que les entrepreneurs avaient eu l'idée de convertir des corbillards en omnibuses, ils avaient enlevé le haut des voitures fondues. En voyant de loin Tarahill couvert de tentes avec des bannières et des drapeaux portant des devises, on eût dit un camp immense. Le lieu avait été admirablement choisi : des hauteurs de Tarahill on domine les pâturages de 12 comtés. Le défilé des populations qui venaient processionnellement des environs, s'est fait devant la plate-forme en très bon ordre. A 1 heure 1/2, de bruyantes acclamations ont annoncé de loin l'arrivée du libérateur. A ce moment on pouvait estimer à 500,000 le nombre des personnes présentes. M. O'Connell avait à ses côtés, dans sa voiture, M. J. O'Connell, M. Daniel O'Connell et M. Steel. Derrière sa voiture, on voyait une calèche dans laquelle était un viol harpiste Irlandais, revêtu du costume du temps.

ANGLETERRE. — CHAMBRE DES COMMUNES. Séance du 21 août.

Sir Robert Peel refuse la production des documents demandés par M. Hindley, relativement à l'affaire de Taïti. Sur une interpellation de M. F. Borthwick, qui demande à quel titre Espartaco sera reçu en Angleterre, sir Robert Peel déclare qu'il considère Espartaco comme régent d'Espagne de jure, bien qu'il ne le soit plus de facto, et que l'Angleterre le recevra avec les égards dus à sa haute position, à ses mérites et à son infortune.

M. Hindley voudrait savoir s'il est vrai que le gouvernement anglais ait demandé aux quatre grandes puissances de se réunir à lui dans une conférence sur les affaires d'Espagne, et que les puissances aient refusé de souscrire à cette demande.

Sir Robert Peel répond que le fait est inexact. On écrit de Birmingham, 19 août : On craint que notre ville ne soit bientôt en proie à une nouvelle effervescence politique. Les amis et admirateurs de M. Attwood l'exhortent à se mettre à cet appel. Tous les jours il y a de nombreux meetings dans lesquels on se félicite de voir prochainement M. Attwood rentrer dans la vie politique. On a dit dans un de ces meetings que M. Attwood emploierait tous les moyens légaux pour forcer le Gouvernement à faire droit aux griefs du peuple, et qu'il commencerait par le refus de l'impôt.

RUSSIE. — On écrit de Saint-Petersbourg, 12 août, à la *Gazette de Berlin* :

La nouvelle donnée par les feuilles allemandes de la prise de la ville de Khiva par les Bak-

harses est sans fondement. L'émir de Khavareh était entré en campagne avec une armée considérable contre Khiva, et avait commencé à assiéger la ville de Khavarsape, lorsque, le 26 mai il fut battu par une division des troupes commandées par Mahommed Emin, frère du prince régnant Rachim-Ruli Khan. Outre un grand nombre de prisonniers, toute l'artillerie, les munitions, les vivres, et même la tente de l'émir des Bakharses, furent pris par les Khirventzes. Après cette défaite, l'émir retourna avec toutes ses troupes dans son khmat. Ces nouvelles sont arrivées en date du 6 juin, et elles sont confirmées par d'autres de l'Asie centrale.

Le prix du salaire est tellement baissé en Silésie, que des fleurs et des fiverands sont déjà satisfaits de gagner dans leur journée une pièce de sept centimes (6 pfennig)!!! On peut juger par là jusqu'où va la misère de ces pauvres gens (Gazette de Silésie).

Les 18 et 19 août, à Paris, le thermomètre centigrade a atteint, à 2 heures, 30 degrés. C'est la plus forte chaleur que nous ayons eue cette année.

En 1822 il fit à Paris 39 d. 2/10; c'est la plus grande chaleur qui ait été ressentie dans ce siècle. — Un incendie qui a eu lieu le 19 du mois passé, à Mikolez (Hongrie), et qui a duré six heures, a dévoré 1,500 maisons.

## Espagne.

Les officiers de la garnison de Barcelone sont sortis de la citadelle, le 23, pour faire leur visite de corps à Prim, comme gouverneur de la ville. Ils lui ont déclaré qu'il pouvait compter sur eux pour la défense du Gouvernement. L'arrangement du 20 n'a pas été publié. Les Atarazanas sont toujours occupées par le bataillon fran-

— Comme il fallait s'y attendre, la révolution espagnole est dépassée. A l'état militant, tous les partis s'entendaient à merveille. Une fois le triomphe obtenu, les partis se divisent. On présentait déjà les mécontentements du parti progressiste. Voici qu'aujourd'hui Barcelone et Saragosse, et celle qui l'a précédée la dernière, voici qu'aujourd'hui Barcelone et Saragosse demandent la réunion d'une junte centrale. Si l'on ne fait pas droit à leur demande, ces deux villes menacent de se déclarer indépendantes du nouveau gouvernement de Madrid. Déjà Narvaez, Serrano et les membres du gouvernement provisoire sont traités de tyrans, de parricides qui veulent tuer la liberté et la souveraineté du peuple. Un abîme immense est entr'ouvert, disent les progressistes, et il ne sera fermé que par la réunion d'une junte centrale!

Ainsi, à peine installé, le ministère Lopez est menacé de nouveaux prononcements, de nouvelles sécessions provinciales; l'Aragon et la Catalogne se donnent la main pour marcher en avant; la junte barcelonaise s'est déclarée de nouveau junte suprême, et appelle encore une fois toutes les autres juntes à faire cause commune avec elle. Le parti révolutionnaire progressiste réussira-t-il dans ses projets? Obtiendra-t-il la réunion d'une junte centrale? Entrainera-t-il avec lui, comme il l'a déjà fait une fois, toutes les autres juntes de la péninsule? Et si le nouveau mouvement se propage, que feront Narvaez et Serrano? Recommenceront-ils les sanglantes tragédies dans lesquelles Espartaco a succombé? — La situation, on le voit, peut devenir fort difficile pour le gouvernement provisoire. (Phalange)

PERPIGNAN, 20 août.

Dans un ordre du 16, date de la citadelle, le

général Arbutnot déclare que la junte s'étant de nouveau constituée junte suprême de Gouvernement, il ne peut la reconnaître comme telle.

Des commissions de notables se sont rendus à la citadelle pour offrir au général Arbutnot leur appui, comme interprètes de la majorité de la population.

Le brigadier Echaleu, qui n'est pas encore remplacé à Montjuich, a refusé à la junte de se joindre à elle.

Le brigadier Prim est arrivé le 17 à Barcelone; il s'est rendu immédiatement à la citadelle. La junte a révoqué le bataillon de volontaires avec des fusils pris aux Atarazanas. Des hommes appartenant à ce bataillon, précédés de tambours qui battaient le rappel, ont fait feu sur un groupe de jeunes gens; l'un d'eux a été tué, un autre a été blessé.

Le bataillon d'artillerie de la milice s'est prononcé contre l'émigration.

Dans la soirée du 16, la junte, suivie d'une fraction de la municipalité, s'est retirée aux Atarazanas, au milieu du bataillon de volontaires.

Le 18, le général Arbutnot était dans la citadelle avec 2,000 hommes, la junte était aux Atarazanas avec le bataillon de volontaires; les bataillons de la milice se tenaient dans leurs quartiers respectifs.

Le brigadier Prim avait eu des conférences avec les alicades, qui étaient en séance permanente à la municipalité.

Prim a fait une proclamation afin d'engager les citoyens à l'union.

Bayonne, 20 août.

Espartaco, outre son manifeste, avait fait rédiger aussi, le 30 juillet, à bord du *Béris*, une protestation signée de lui et de ceux qui l'accompagnaient, contre tout ce qui a été fait, et contre tout ce qui pourrait être fait contrairement à la constitution.

Par décret du 16, le Gouvernement a déclaré don Baldomero Espartaco et les signataires de sa protestation déchu de leurs titres, grades et emplois, honneurs et décorations.

Perpignan, 23 août, à 11 heures et demi du matin.

La situation de Barcelone s'était améliorée le 23; les autorités légales avaient repris leurs fonctions; la junte était dissoute de fait; le président et plusieurs membres étaient partis pour Madrid; la province de Barcelonne s'était prononcée contre la junte.

Prim a déclaré positivement qu'il soutenait le ministère Lopez. On attendait incessamment à Barcelonne 8 bataillons. Le général Arbutnot était toujours à la citadelle; il a envoyé sa démission au Gouvernement.

INSTRUCTION SPECIALE. — LA MARINE.

L'enseignement universitaire ne pouvant offrir aux jeunes gens qui se destinent à la carrière de la marine l'instruction spéciale dont ils ont besoin pour être admis à l'Ecole navale, avant seize ans, l'Ecole préparatoire à la Marine, rue Neuve Ste-Genève N° 11 à Paris, fondée depuis dix ans, par M. Loriot, et placée aujourd'hui sous le patronage du Prince de Joinville, mérite de fixer l'attention et la confiance des pères de famille. Leurs enfants n'auront quitté la maison paternelle que pour entrer dans une famille plus grande, où ils trouveront avec les bons principes dans lesquels ils auront été élevés, avec les soins matériels dont ils seront l'objet, une instruction solide dont ils ne tarderont pas à recueillir les fruits.

Les élèves sont admis de 12 à 16 ans et sont à leur entrée dans l'établissement, répartis dans quatre divisions selon leur âge et le degré de leur instruction. La rentrée des classes aura lieu le 3 octobre prochain. (S'adresser au Directeur.)

## VARIÉTÉS.

Un tableau représentant la Vierge et l'enfant Jésus, exposé dans l'église paroissiale de Porta, lors de la visite pastorale de Mgr. Casanelli d'Is-  
tria, a vivement attiré les regards du digne prélat. Nous nous empressons de signaler à l'attention des connaisseurs cette excellente copie du beau tableau de la Vierge que les révérends pères Altieri et Melia offrent à la piété des fidèles, dans leurs pérégrinations apostoliques à travers notre île.

Sur un fond sombre, noirâtre, — rappelant assez ceux que Rembrandt mettait à ses tableaux, — se détache une figure radieuse, merveilleusement belle, pleine de grâce, de majesté, — miroitant de reflets célestes. Qu'est-ce donc que cette apparition lumineuse déchirant d'épaisses ténèbres et se levant comme du sein de la nuit, cette femme revêtue de splendeur, d'immortalité? Réjouissez-vous; c'est la grande consolatrice des douleurs humaines, la Mater Misericordiae, la Vierge Marie qui tient l'enfant Jésus dans ses bras et qui présente au monde celui par qui les péchés du monde seront levés. Elle est heureuse cette jeune mère d'étaler à la face de l'univers l'enfant prédestiné qu'appelaient du fond des siècles le long soupir de l'humanité. Un chaste plaisir la comble, un doux charme l'environne. Admirez ce regard de béatitude et de paix, ce regard profond, sympathique, qu'elle ouvre sur la nature! Une incroyable puissance, une tendresse infinie s'unissent harmonieusement dans cette intuition sur-naturelle. Là se révèle ce féminin éternel de Goethe dont l'inénarrable séduction nous attire au ciel.

— Et puis voyez-le ce ravissant enfant au sourire frais et pur, aux molles caresses, aux blonds cheveux soyeux roulés en boucles d'or! Quelle tête chérie! quelle effusion de joie, de béatitude sur ses traits! quels gracieux instincts! quelle expression de candeur, de naïveté! L'enfant Jésus la choie, la glorifie cette mère bénie entre toutes les mères, cette femme parée de tous les dons du ciel comme il la montre amoureusement de sa chère petite main, comme il lui passe amoureusement son petit bras autour du cou! Ce qu'il s'exhale de mystique parfum de ce groupe adoré, de cette fleur sacrée et du vase d'élection qui la porte, c'est chose impossible à dire. Tout et vrai et senti dans ce tableau qui se distingue d'ailleurs, sous le rapport de l'exécution, par le soin des détails, la correction du dessin, la pureté raphaëlique des lignes, l'harmonie suprême des contours.

Ces rares qualités du modèle se trouvent fidèlement reproduites dans la copie de M. Joseph Giordani, jeune artiste plein de conscience et de talent, possédant un sentiment élevé de l'art et apportant dans sa manière je ne sais quel mélange de grandeur et de suavité. Ce qui recommande encore cet artiste, qui nous est connu par des compositions originales d'un mérite incontestable, c'est l'habile disposition des demi-teintes et l'entente des effets du clair-obscur. On sait que la science si difficile du clair-obscur manqua à Raphaël et à Poussin et qu'elle fut un des plus précieux apanages du Corrège et de Van-Dyck. Le tableau qui nous occupe n'est pas moins remarquable à l'endroit du coloris qu'à celui du dessin. Ici le coloris, d'une transparence, d'une limpidité parfaites, n'intercepte aucun des rayons qui partent de ces deux âmes divines. Sa couleur est surtout le symptôme, la manifestation de la vitalité organique ou de l'énergie matérielle. Partout où elle s'exagère et s'amoncelle l'idée pure ne saurait pénétrer librement ni l'accentuation

(1) M. Adriani, professeur de littérature française.



